

LA VISITE À LA FERME Décor champêtre ou complexe agro-alimentaire ?

RECHU
N° 303 JUIL | AOÛT 2003
VERSO

**MARTIN
DUCKWORTH**

Dresde | Koweït City | Kandahar

**Le cinéaste pour la paix raconte le rôle
des victimes après les guerres**

20 000 ACTIONS SOLIDAIRES POUR RECTO VERSO

Recto Verso est un magazine indépendant nécessaire à l'heure des monopoles et de l'information-spectacle. Nous avons besoin de l'appui de tous, des syndicats, des associations, des entreprises et de nos lecteurs et lectrices pour continuer. Depuis le mois de mars 2003, la campagne «20 000 actions solidaires pour Recto Verso» a réuni 278 personnes et organisations. Nous avons recueilli plus de 16 000 \$. Cette levée de fonds est nécessaire. Notre objectif est financier, mais il démontre aussi que Recto Verso jouit de votre soutien. N'attendez pas. Votre réponse fera la différence. Pour adhérer à la Société des actionnaires solidaires du magazine Recto Verso, utilisez le coupon publié en page 4 et consultez notre site Internet. > www.rectoverso.info

LE MAGAZINE RECTO VERSO REMERCIE SES PREMIERS ACTIONNAIRES SOLIDAIRES

INDIVIDU

Pierre Agard
Pierre Alarie
Claude Allard
Patrick Alléyn
Richard Amiot
Jacques Archambault
Milagros Arguelles
Michel Arvisais
Robert Asch
Sophie Aubry
Denise Babin
Jean-François Barbe
Yann Barry
Pierre Beaulieu
Suzie Beaulieu
Monique Beaulne
Nathalie Beauregard
Huguette Beauséjour
Jean Bédard
Alain Bellay
Catherine Berger
André Bergeron
Ghislain Bergeron
Hélène Bergeron
Jean Bergevin
Jacques Bernard
Simonne Bernier
Stéphanie Bertrand
Andrée Bérubé
Maud Bérubé
Annie Besse
Paule Biron
Manon Boily
Mathieu Bostyn
France Boucher
Claude Bourgeois

Hélène Bourque
Louise Bourque
Richard Bousquet
Pierre Brassard
Chantal Brissard
Michel Brodeur
André Brunelle
Anne-Marie Brunelle
Dominique Caouette
Pierre Capiello
Yvon Cardinal
Jacques Caron
Marie-Josée Caron
Nicole Caron
Denis Carrier
Line Chaloux
Claude Champagne
Nicole Chappellaine
Paul-Émile Charland
Daniel Charron
Carole Chartrand
Valérie Chevrier-Noël
Jacques Chouinard
Yvan Cloutier
Jocelyn Corbeil
Yann Cormont
Guillaume Côté-Philibert
Edith Cyr
Josée Dallaire
Denise Daoust
François David
Mélanie de Bellefeuille
Sébastien De Marre
J-Jacques Delisle
Anne Delpech
Jacques Delvigne
Claude Desautels

Jean-François Desgagnés
André Dicaire
Diane Dubreuil
Bruno Dubuc
Bertrand Ducharme
Robert Ducharme
Patrick Duguay
J. P. Duhamel
Martin Dupuis
Martine Eloy
Louis Favreau
Sébastien Figeac
Jean-René Fillion
Ondine Fiset
Caroline Filibotte
Jeanne Fontaine
Patrick Forest
René Fortin
Jacques Fournier
Louis Fournier
Marcelle M. Francoeur
François Fréchette
Lucie Fréchette
Suzanne Gagné
Nadège Gaillard
Monique Gatineau
Donald Gaudreault
Lise Gauthier
Yves Gauthier
Catherine Gauthier Dion
Carole Gendreau
Joseph Ghanimé
Yveline Ghaniani
Joseph Giguère
Renée Gilbert
Damien Girard

Julie Girard
François Godbout
Patrice Godin
Renaude Grégoire
Lucie Grisé
Françoise Guay
Carine Guidicelli
Mario Guilbert
Eric Hains
Cynthia Harvey
Virginie Harvey
Murray Hay
Renée Héty
André Jacob
Carol Jacques
Mario Jean
Danielle Jodoin
Louis Jolin
Sylvie Joly
Carol Joubert
Marie-Eve Kéroack
André Labbé
Annabelle Laberge
Géraldine Lacasse
Hélène Lacoursière
Francine Laflamme
Noël Laflamme
Michel Lahaie
Marie-Françoise Lainé
Roland Laliberté
François Lamarche
Elise Landry
Nathalie Langlois
Louis Laporte
Louise Larivière
Mireille Lebeau
Benoît Leblanc

Élise Lemaire
Michel Léonard
Gaétan Leroux
Gaétan Lessard
Nicole Lessard
Françoise Leu
Jean-Claude Levasseur
François Lusignan
Pierre Lusier
Henry-George Madelaine
Renald Mailhot
Gabrielle Malka
Stéphane G. Marceau
Raymond Marchand
Michel Marquis
Jean-Sébastien Marsan
Diane Martel
Serge Martel
Lucie Martin
Réjeanne Martin
Isabelle Martineau
Ginette Mathieu
Lise Matte
François Maurice
Christine Maxwell
Francis Migneault
Mirich Milan
Robert Lynch Millet
Jean-François Milot
Suzanne Miron
Marie-Christine Monchalin
Serge Mongeau
Anne Moreau
Jacinthe Morin
Martin Morissette
Mélanie Navarro
Nancy Neamtam

Michel Nolin
Frédéric Ouellet
Lise Ouellet
Marie-Hélène Papillon
René Paquette
Jules Paradis
Fernando Parent
Bernard Pelletier
Claude Pelletier
Eugénie D. Pelletier
Ginette Péloquin
Roberta Peressini
Elisabeth Petit
Danielle Pinsonneault
Natacha Piquette
France Plamondon
Lucille Plourde
Michel Plourde
Guylaine Poirier
Samuel Poirier
Jean-Guy Potras
Major P. F. Potvin
Marie-Claude Poulin
Pauline Poulin
Pierre Poulin
Odette Pouliot
Monique Simard
Annie P. Prothin
Denise Proulx
Luc Rabourin
Isabelle Remy
Suzanne Richard
Philippa Robert de Massy
Claudine Robillard
Jean Robitaille
Joanie Rollin
Marie-Claude Rose

Francine Roussy
Guy Roy
Jean-Luc Roy
Julie Roy
David Ruel
Céline Russell
Serge Saint-Armand
Pierre Samuel
Guy Saucier
Jovette Saucier
Jérôme Savary
Ester Segura
Claude Sévigny
Dave Sheppard
Jerry Snell
Annick Sohi
Nathalie St-Pierre
Alain Thérault
Marie-Josée Thibodeau
Daniel Thomas
Carole Tremblay
Hélène Tremblay
Jean Tremblay
Monique Tremblay
Yves Tremblay
Karine Veillette
Geneviève Veilleux
Roger Veronneau
Annie Vervondel
Christian Viger
Caroline Voyer
Sonia Wafer
Vivian Wiseman

ORGANISATION
Association canadienne
française de l'Ontario

Association pour la défense
des droits sociaux
Québec Métropolitain
Caisse d'économie des tra-
vailleurs et travailleuses
Centre de Loisirs commu-
nautaires Lajeunesse
Centre des Femmes
du Val-Saint-François
Centre St-Pierre
Corporation développe-
ment communautaire
MRC Asbestos
Espace Val D'Or
FECHIMM
Fraternité St-Damien
FTQ
Insertech Angus
Maison d'animation
populaire de Sorel
La Maison d'Aurore
La Maison ISA-CLACS
Les Mêmes déchainées
Productions Virage
Regroupement des orga-
nismes communautaires
Laurentides
Service budgétaire et com-
munautaire de Chicoutimi
Service des milieux
SEUQAM
Sœurs Auxiliatrices
SOPREF
STT groupe consultation CSN
TCA-Québec, Section
locale 4281

4 Tribune

6 Éditorial

8 Tout court

31 Mots de société

17 L'économie sociale
en mouvement
Portraits de femmes

CI-CONTRE

Montréal, 22 mars 2003 — Une femme se repose après la quatrième grande marche contre la guerre en Irak. Duckworth a filmé ces moments historiques. Photo Benoît Aquin pour Recto Verso



En couverture

Photo Benoît Aquin
pour Recto Verso

Martin Duckworth, réalisateur de 30 documentaires et homme à la caméra pour près de 80 films : « Je pense toujours aux sonates de Rachmaninov quand je fais la caméra. »



Après la guerre en Irak **LE MOUVEMENT POUR LA PAIX**

10 Martin Duckworth | Artiste québécois pour la paix en 2002, le cinéaste Martin Duckworth a consacré son œuvre à promouvoir la paix et la justice sociale. PORTRAIT, PAR ANDRÉ SELEANU

14 Madeleine Parent | La militante de 85 ans ne baisse pas les bras après la guerre d'Irak. ENTREVUE, PAR JULIE ROY

L'agrotourisme

22 Visite à la ferme | Entre mégaporcherie et vignobles certifiés bio, le monde rural cherche à accommoder les touristes... et retrouver son âme. PAR DENISE PROULX

26 Terroir et productivisme : conflit d'usages | L'harmonisation reste à faire entre l'agriculture industrielle et une partie du monde rural tourné vers de nouveaux besoins. PAR DENISE PROULX

LE PORC DE CHOIX

Cette lettre se veut une réplique à l'annonce de la Fédération de producteurs de porcs du Québec et aux propos tenus par M. Philippe Desjardins, producteur de porcs.¹ [...] M. Desjardins croit que seuls les producteurs possèdent la vérité. Nous aimerions lui faire remarquer que c'est grâce à la pression des citoyens qu'il y a présentement un BAPE sur l'industrie porcine, car ils ont décrié haut et fort le désastre écologique et social engendré par l'industrialisation et l'asservissement des agriculteurs par les intégrateurs.

Selon M. André Bouchard, directeur de l'Institut de recherche en biologie végétale de l'Université de Montréal, cet épandage inconsidéré de «diarrhée de porc» constitue le pire désastre écologique du Québec. Plus destructeur encore que les coupes répétées de la forêt boréale. Actuellement, les opposants aux industriels sont bafoués dans leurs droits démocratiques, car ils ne sont guère écoutés par le gouvernement.

M. Desjardins a fait le choix de produire du porc avec une gestion de fumier liquide (lisier). Les citoyens contribuables, qui soutiennent annuellement cette production à coup de millions de dollars, n'ont eu d'autre

choix que de payer pour se faire empoisonner.

Le lisier est une matière toxique et dangereuse pour l'environnement et la santé. On déplore un autre décès, un fermier de Saint-Léon-le-Grand, dû aux gaz toxiques qu'il a respirés, provenant de lisier de vaches qui est pourtant moins dangereux que celui de porcs.

Nous tenons à rappeler à M. Desjardins que ces enfants non plus n'ont pas fait le choix. Il est là, le problème. Peu importe la façon dont on en dispose, le lisier demeure et demeurera un produit toxique et dangereux. Les contaminants atmosphériques par exemple contiennent des gaz, dont le sulfure d'hydrogène, «un gaz mortel dont plusieurs agriculteurs en sont décédés», et des micro-organismes pathogènes que l'on respire. Le lisier n'est pas un engrais naturel, pas plus que l'azote liquide que l'on emploie en plus pour fertiliser les cultures intensives et destructrices.

Au Québec la très grande majorité des porcs produits et subventionnés, soit 70 %, le sont par les coopératives agricoles et les intégrateurs, dont 55 % à contrat. Les petites fermes indépendantes disparaissent par centaines (1200 de moins depuis 1988). Selon la Financière agricole, les fermes



PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

À Saint-Benoît-de-Mirabel (Laurentides), la Bande à porc s'oppose à la création d'une porcherie de 1000 places.

porcines se partagent ainsi:

- de 1 000 à 3 000 porcs 20 % (1,3 million);
- 3 000 à 10 000 porcs 36 % (2,4 millions);
- 10 000 porcs et plus 44 % (2,9 millions)

Il s'est abattu 8 millions de porcs au Québec en 2001, selon Statistique Canada, dont 6,7 millions étaient stabilisés, selon la Financière agricole, et c'est plus de 2,8 milliards de dollars qui ont été déboursés depuis 15 ans par les programmes de stabilisation pour le porc, porcelets et céréales reliés à la production porcine.

Selon Statistique Canada, il y avait 4,3 millions de places-porcs en 2001, «nombre de porcs présents au même moment», et la Fédération des producteurs de porcs se disait

confortable avec ce chiffre. Le ministère de l'Environnement [du Québec] a autorisé 3,45 millions de places-porcs et a fait des vérifications, en Chaudières-Appalaches, sur 30 fermes porcines, et a constaté un dépassement de 30 % du nombre de places autorisées sur 25 de ces fermes.

Pourquoi vouloir produire davantage: il n'y a pas eu d'augmentation du nombre de porcs aux États-Unis depuis 1910, mais il y a eu concentration et disparition de petites fermes. La réglementation de plus en plus sévère, le bannissement de la production dans plusieurs États chez nos voisins du sud et l'Europe, qui voudrait diminuer de façon importante la production d'ici 2013, poussent donc les ►

20 000 ACTIONS SOLIDAIRES POUR RECTO VERSO

Pour information | Téléphone 514-523-5998 | Télécopieur 514-523-5812
Courriel rectoverso@videotron.ca | Site Internet www.rectoverso.info

○ Je deviens membre de la Société des actionnaires solidaires de Recto Verso
Nombre d'actions _____ x 10 \$ = _____ \$

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Province _____ Code postal _____

Téléphone _____

Courriel _____

Retourner ce coupon et votre contribution à l'adresse suivante :
Recto Verso, 1215, de la Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5

industriels à chercher d'autres endroits à polluer, en l'occurrence le Canada, le Mexique et l'Amérique du Sud, bien sûr, où la réglementation est déficiente, non appliquée ou inexistante.

Après avoir tout détruit chez-nous ils s'en iront ailleurs. Est-ce bien cela que nous voulons?

— GILLES TARDIF, *v.-p. de la Coalition citoyenne santé et environnement, Béthanie*

— RENAUD BLAIS, *représentant des Amis de la terre de Québec à la Coalition au BAPE*

1. www.leporcduquebec.qc.ca/pages/Valorisation/Page-valorYadequoi.html

RÉCONCILIÉ

Je m'excuse des critiques acerbes et malicieuses. Je suppose que vous avez l'avantage d'idées qui appellent plus à la tolérance que les miennes.

J'ai constaté avec surprise que vous avez publié une lettre de ma part sur Cuba. Même en la coupant, vous avez respecté l'esprit qu'elle voulait exprimer sans en déformer le contenu.

Malgré tout ce que je dois à l'Église catholique, je suis resté un peu aigri de mon expérience religieuse en devenant athée. C'est sans doute un mal de l'époque que de susciter l'intolérance. Je me surprends moi-même, tout en

continuant de militer, d'apprendre constamment à modérer mes ardeurs contre des gens qui ne constituent en rien des cibles politiques de notre programme pour faire du Canada et du Québec des Républiques socialistes (je suis communiste). Merci encore de votre patience stratégique et de votre leçon de ce qui s'appelle désormais pour nous "la lutte contre le sectarisme" à gauche.

Je reste solidaire,

— GUY ROY

GRAND TORT

Je tiens à vous féliciter pour des articles d'une très grande pertinence tel celui sur l'Afghanistan d'après guerre. Nous sommes tous à blâmer pour ne pas avoir tenu nos promesses. Cependant je trouve que votre revue perd beaucoup de sa crédibilité alors qu'il semble y avoir un manque à la fois d'objectivité et de gros bon sens.

Pour ce qui est de l'objectivité, lorsque vous dites que le programme pétrole contre nourriture ainsi que les sanctions onusiennes font du tort à la population, je suis d'accord, mais il faudrait souligner que l'aide qui est entrée fut détournée en bonne partie par le régime Hussein au profit des familles clientélistes du régime. Ceci est un fait que vous avez grand tort d'omettre car

vous ne tracez pas le portrait complet et juste des causes de la misère irakienne.

Pour ce qui est du gros bon sens, lorsque vous mettez en gros titre *Mourir de faim c'est mourrir assassiné*, c'est absolument odieux. Ce n'est pas la même chose de crever de faim que de se faire trancher la gorge, mais en disant que ce l'est, vous allez chercher les gens par un mensonge extrêmement malsain.

Vous ne semblez pas vous rendre compte à quel point ce genre de discours est dangereux. C'est comme dire que les millions de personnes qui meurent du SIDA sont les victimes d'un génocide.

P.S. Très intéressant de voir que l'impression *Recto Verso* = Quebecor World.

— SÉBASTIEN CÔTÉ

FEU L'ONU

Comment Powell et Bush osent-ils dire que «l'ONU survivra» et «que c'est juste un test»? Non, Messieurs! Il n'y aura pas d'autre test, car les États-Unis et l'Angleterre viennent d'assassiner l'ONU. [...]

L'ONU n'a plus aucune légitimité à l'égard du monde arabe. [...] Le 2 août 1990, l'Irak envahit le Koweït. Résultat: dès le 2 août, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte une résolution condamnant l'invasion du Koweït et exigeant le

«retrait immédiat et inconditionnel» des forces irakiennes. Le soi-disant objectif de l'ONU était d'«imposer le respect du droit international» (sans rire, c'est écrit en ces termes). Entre le 2 août et le 25 novembre 1990, une pagaille des résolutions aboutira à un embargo commercial, financier et militaire pour *in fine* autoriser l'utilisation de la force après le 15 janvier 1991. Le génie intelligent américain impose au monde la guerre du Golfe.

Le 20 mars 2003, les États-Unis d'Amérique et l'Angleterre envahissent l'Irak. Résultat: rien, aucune condamnation, aucun texte de résolution de feu l'ONU condamnant l'invasion des États-Unis et de l'Angleterre. [...] Maintenant nous savons ce que veut dire «imposer le respect du droit international», une sémantique onusienne, une de plus, qui veut tout simplement dire imposer la loi du plus fort, sans la nommer. On peut dire que le «Machin» a bien fonctionné et même à merveille.

— MOHAMED BENALLAL
Montréal

NDLR : La tribune de *Recto Verso* est ouverte à toutes les personnes et organisations. Seules les lettres signées, avec adresse et numéro de téléphone seront publiées. *Recto Verso* se réserve le droit de les abréger. Les textes sont disponibles dans leur intégralité sur le site : www.rectoverso.info/commentaires.html

**RECTO
VERSO**

SOUTENEZ RECTO VERSO! ABONNEZ-VOUS!

	1 AN	2 ANS
Groupe/Institution	☐ 25 \$	☐ 42 \$
Individu	☐ 20 \$	☐ 34 \$
Soutien	☐ 32 \$	☐ 60 \$
Étudiant	☐ 15 \$	
À l'étranger	☐ 30 \$	☐ 50 \$

Faire parvenir votre chèque ou mandat poste à Revue Vie Ouvrière inc.
1215, rue Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

**RECTO
VERSO**1215, rue Visitation, bureau 101
Montréal (Québec) H2L 3B5
Télécopieur : 514-523-5812
Courriel : rectoverso@videotron.ca

Magazine indépendant d'information générale, *Recto Verso* examine les réalités socio-politiques, économiques et culturelles d'ici et d'ailleurs. Publié depuis 1951, le périodique s'inspire depuis toujours des idées émancipatrices dans la perspective d'un plus grand pouvoir des citoyens-nés sur leurs conditions de vie et de travail. Les articles publiés dans *Recto Verso* n'engagent que leur-s auteurs-es.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Richard Amiot, Pierre Bisailon, Françoise Guay, Carine Guidicelli, Isabelle Gusse, Henry-George Madelaine, Nathalie St-Pierre.

POUR NOUS JOINDRE 514-523-5998**DIRECTION****COORDINATION GÉNÉRALE ET ADMINISTRATION**

Anne-Marie Brunelle – POSTE 26
ambrunelle.rectoverso@vl.videotron.ca

ABONNEMENTS ET DISTRIBUTION**COORDONNATRICE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VIE ASSOCIATIVE**

Nathalie Langlois – POSTE 21
nlanglois.rectoverso@biz.videotron.ca

RÉDACTION**RÉDACTEUR EN CHEF**

Richard Amiot – POSTE 23
redaction.rectoverso@vl.videotron.ca

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT ET DIRECTEUR PHOTO

Patrick Allyn – POSTE 25
allyn@cam.org

ADJOINTE À LA RÉDACTION

Mélanie Navarro – POSTE 22
mnavarro.rectoverso@biz.videotron.ca

PUBLICITÉ**DIRECTRICE DES VENTES**

Edith Tessier – POSTE 24
etessier.rectoverso@vl.videotron.ca

ADJOINTE À LA DIRECTION DES VENTES

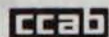
Maya Chartier – POSTE 27
mchartier.rectoverso@biz.videotron.ca

PRODUCTION

DIRECTEUR ARTISTIQUE François Leclerc
DIRECTEUR DE LA PRODUCTION Alain Thérout

IMPRESSION Quebecor World**DISTRIBUTION** Distributions Faucons

FRÉQUENCE DE PARUTION 6 numéros par an



La distribution de *Recto Verso* est certifiée par le Canadian Circulation Audit Board (CCAB).

Recto Verso est distribué dans plus de 1100 points de dépôt et par abonnements, à travers le Québec et dans la francophonie hors Québec.

Recto Verso bénéficie de fonds pour le développement de l'économie sociale du gouvernement du Québec. Nous reconnaissons l'aide financière accordée par le gouvernement du Canada pour nos coûts rédactionnels par l'entremise du Fonds du Canada pour les magazines. Le Centre St-Pierre, par le Secteur Promotion Communautaire, contribue au développement du magazine *Recto Verso*. *Recto Verso* est membre de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ). Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse Repère.

Canada Québec

Dépôt Légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec – ISSN 1484-6586
Envoi de publication – enregistrement n° 1325639
Parution n° 303 – juillet 2003

EDITORIAL

L'ÉTAT, C'EST NOUS

NOUS NAGEONS EN PLEIN RÉVISIONNISME COMPTABLE.

Le 12 juin dernier, le gouvernement de Jean Charest présentait son premier budget. Tout y est passé : les coffres sont vides, il y a un trou de quatre milliards de dollars à combler cette année et un autre de même hauteur appréhendé pour l'an prochain. Mais, en même temps, c'est relatif, c'est selon, ça dépend de ce que nous gagnerons dans les négociations avec le fédéral, expliquait Yves Séguin, le ministre des Finances. C'est sans compter la crise de la vache folle, le SRAS ou toute autre calamité qui pourrait influencer sur les revenus du gouvernement. C'est tout faux, clame l'opposition péquiste.

En réalité, le commun des mortels ne peut pas savoir exactement ce qu'il en est. Quel que soit l'état des finances publiques, le gouvernement libéral a annoncé ses couleurs : un vaste plan de compressions dans les programmes (793 M \$), l'annulation des mesures annoncées dans le dernier budget Marois (400 M \$), une révision en

des contribuables est trop élevé». Le plan Charest, que le gouvernement veut réaliser l'année prochaine, vise à terme une baisse d'impôts de cinq milliards par année. Nous ne croyons pas qu'il s'agisse de la priorité des citoyens et des citoyennes du Québec. Nous croyons que les Québécois partagent d'autres valeurs. Nous n'avons pas vu de larges mobilisations pour faire baisser les impôts. Nous en avons vu d'autres : pour les Centres de la petite enfance (CPE) et l'universalité du programme des places à 5 \$; pour la lutte contre la pauvreté; pour le droit à des logements décents; pour l'équité salariale.

Vœu de pauvreté

Le gouvernement nous dit : «Tout le monde écope, fait sa part pour redresser les finances publiques». Nous en doutons. Bien sûr, on a beaucoup parlé de diminutions de subventions aux entreprises, sans insister autant sur la baisse des taxes sur le capital. Des millions pour des mesures d'urgence pour loger temporairement les victimes de la crise du lo-

Le plan Charest vise à terme une baisse d'impôts de cinq milliards par année.

profondeur des différentes mesures fiscales (800 M \$) et une demande aux sociétés d'État – Hydro-Québec, Loto-Québec, SAQ – d'augmenter leurs profits de 700 millions de dollars. Qui paiera? Sur-tout ceux qui n'en ont pas les moyens.

Tous les commentateurs ont souligné une phrase dans le discours d'Yves Séguin : «Plutôt que de nous demander ce que l'État peut faire pour nous, demandons-nous plutôt ce que nous pouvons faire sans lui». Cette phrase n'est pas inoffensive. Cet État, tant décrié en cette ère de «réingénierie», s'est forgé au fil des quarante dernières années. Imparfait, parfois invraisemblable dans ses contradictions, il est le défenseur du bien commun des Québécois.

Dans son discours sur le budget, le ministre Séguin a parlé «du large consensus au sein de notre société : l'impôt sur le revenu

gement ne valent pas un investissement dans les logements sociaux. Il est difficile de croire que 25 500 ménages prestataires de l'aide sociale trouveront le chemin du marché du travail, par magie, avec seulement 20 millions en plus dans la formation et les stages (Emploi Québec, ces dernières années, s'est fait couper 185 millions...).

Au chapitre des silences inadmissibles du nouveau budget, il faut relever l'absence des mesures de lutte contre la pauvreté. Une anecdote : le mot pauvreté, si cher aux Libéraux du temps de l'opposition, figure une seule fois dans les documents budgétaires... à propos d'une mesure fiscale en faveur des ordres religieux ayant fait vœu de pauvreté.

Le gouvernement se place donc en situation d'illégalité au regard de la loi 112, la Loi visant à lutter contre la pauvreté et



l'exclusion sociale, adoptée à l'unanimité en décembre 2002. Faudra-t-il envisager des recours juridiques? En campagne électorale, Jean Charest avait fait trois promesses aux démunis : indexer les prestations à l'aide sociale, instaurer un barème plancher et rétablir la gratuité des médicaments pour toutes les personnes à l'aide sociale et les personnes âgées bénéficiant du supplément de revenu garanti (loin de la gratuité promise, les personnes âgées paieront 9% de plus pour leurs médicaments).

Les assistés sociaux aptes au travail continueront de recevoir 545 \$ par mois, une prestation qui a perdu 33% de son «pouvoir» d'achat en 14 ans. Le budget Marois du 11 mars 2003 permettait, à partir de janvier 2004, aux mères monoparentales vivant de l'aide sociale de conserver le premier 100 \$ de la pension alimentaire versée par le père au bénéfice de l'enfant, au lieu que la totalité de la pension ne soit coupée sur le chèque d'aide sociale. Cette mesure aurait eu un effet direct de réduction de la pauvreté des enfants au

Montréal, 10 avril 2003 — Durant un débat électoral sur la pauvreté dans Mercier, un citoyen écoute les promesses lénifiantes de la candidate libérale.

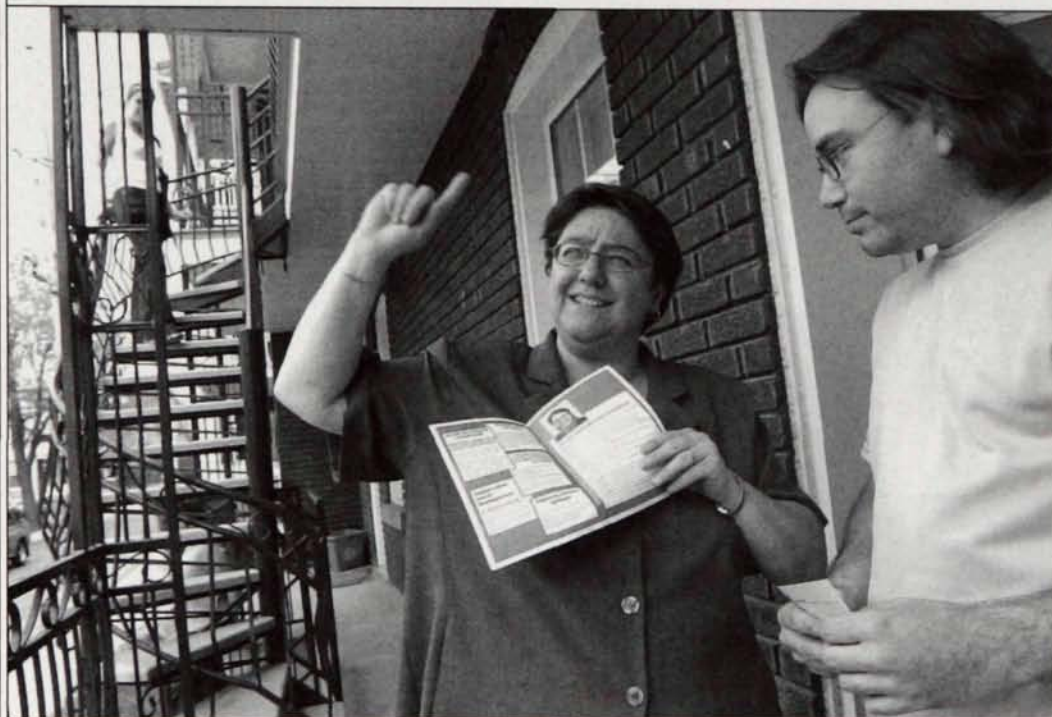
Québec. Le budget Séguin annule la nouvelle mesure (sauf pour les enfants de moins de cinq ans).

Outils de développement

Les travailleurs écopent aussi. Où aboutiront les négociations des conventions collectives dans le secteur public et l'application de la Loi sur l'équité salariale? Le soutien aux entreprises en régions, et donc aux travailleurs, est lourdement diminué. La loi 90 obligeait les entreprises dont la masse salariale dépasse 250 000 \$ à consacrer 1% de leur masse salariale à la formation de la main-d'œuvre. La loi est édentée aujourd'hui, car ce plancher passe à un million de dollars et le nombre d'entreprises assujetties passe de 250 000 à 10 000. Même le Conseil du patronat et la Fédération des entreprises indépendantes n'en demandaient pas tant.

Dans le grand ménage de ce budget, des

économies surprennent et inquiètent. Qu'il s'agisse des congés de maternité ou d'adoption pour les travailleurs indépendants, de la déduction pour les cartes mensuelles de transport en commun ou de l'abolition des droits d'immatriculation pour les voitures électriques, certains crédits d'impôt remboursables abolis avaient de petits impacts au plan financier pour le gouvernement, mais de grandes conséquences sociales. Les déductions fiscales et les crédits d'impôt remboursables pour les coopératives, les fonds de travailleurs et les fonds d'investissements régionaux sont suspendus ou modifiés de façon importante. Nous ne connaissons pas encore les effets de ces changements, mais s'attaquer à des outils de développement collectifs qui ont fait leurs preuves est plus coûteux à long terme que l'illusion d'économie qu'on nous fait miroiter. □



Sylvie Tardif et un électeur de Marie-de-l'Incarnation, à Trois-Rivières.

Le communautaire À L'ASSAUT DU POLITIQUE

Les mouvements sociaux doivent profiter de leur implantation et investir les lieux de pouvoir pour faire avancer leurs causes.

PAR SONIA LAVERGNE

Trois-Rivières — «Quand c'est une personne du milieu [communautaire] qui se présente, peut-être qu'il va falloir se mouiller plus», a épilogué la militante communautaire Sylvie Tardif, après sa victoire massive à l'élection municipale dans le district Marie-de-l'Incarnation, à Trois-Rivières. Après tout, a commenté M^{me} Tardif, «lorsque ce sont des gens du milieu économique qui se présentent, la Chambre de commerce, les gens d'affaires vont appuyer ouvertement. Tandis que nous, dans le communautaire, on veut toujours rester neutre». Selon le nouvel échevin, il y a une réflexion à faire là-dessus dans le mouvement communautaire.

M^{me} Tardif a obtenu 76% des votes le 1er juin. Son organisation de 200 personnes comptait 50% de gens en situation de pauvreté. Sylvie Tardif est coordonnatrice du Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP) depuis 17 ans. Elle milite contre la pauvreté, pour le développement économique communautaire, l'économie sociale et l'égalité des femmes.

Le temps de la politique

Elle n'avait jamais eu l'intention de faire de la politique, mais les événements l'y ont poussée : le départ du conseiller Daniel Perreault et les gens qui l'ont interpellée pour qu'elle pose sa candidature. Elle n'a pas décidé

seule, mais avec sa base militante. Son conseil d'administration l'a appuyée. C'était une occasion d'avoir voix au chapitre, à Trois-Rivières, alors que le nouveau gouvernement libéral menaçait de sabrer les programmes communautaires et laisser le développement économique et social à l'initiative des municipalités.

M^{me} Tardif se présentait contre André Aubert, un ancien policier de la Sûreté du Québec, et Yves St-Louis, bachelier en philosophie. M. Aubert avait centré son programme sur les besoins en matière de logement, de travail, de culture, de loisirs, de sécurité et d'espaces verts. Il est un organisateur actif du Parti libéral du Québec (PLQ). M. St-Louis en était à sa troisième candidature dans le district. Sa campagne, très personnelle, visait la candidate Tardif et ses supporteurs, les qualifiant d'«illettrés» et de «décadents».

On a perçu, à travers cette élection, un réel mouvement d'empowerment des gens en situation de pauvreté, qui s'ap-

propriaient le politique. Plusieurs se sont inscrits sur la liste électorale et ont voté pour la première fois au municipal, parce qu'ils se sentaient concernés. Son équipe électorale a dû rejoindre des électeurs en marge de la vie politique. De plus en plus de personnes en situation de pauvreté n'ont pas de téléphone, ou ont un téléphone cellulaire avec forfait pré-payé ou un télé-avertisseur. Il a fallu cogner aux portes.

La classe moyenne a été solidaire

«Un vote à 76% veut dire que les classes moyenne et un peu plus aisée ont été en solidarité avec la cause que je menais et avec les projets que j'avancais», analyse M^{me} Tardif. Le district regroupe les anciens quartiers Ste-Cécile, Notre-Dame, St-François-d'Assise, ainsi que le secteur Des Chenaux. La majorité des familles ont un faible revenu, mais le secteur Des Chenaux est habité par les classes moyenne ou aisée.

Sylvie Tardif a obtenu l'appui des milieux syndicaux, de la pastorale sociale et de représentants des quatre partis politiques provinciaux (ADQ, PLQ, PQ et UFP). Selon M^{me} Tardif, les mouvements sociaux doivent profiter de leur implantation et investir les lieux de pouvoir pour faire avancer leurs causes.

Elle souhaite créer un centre d'archives populaires comme dans le quartier Pointe-Saint-Charles, à Montréal. Dans Marie-de-l'Incarnation, Sylvie Tardif entend surveiller le projet Émerillon, un projet de condos de luxe et de centre municipal de foire aux abords d'un des quartiers les plus défavorisés de Trois-Rivières. □

PHOTO RENÉ D'AMICO POUR RECTO VERSO



Logement 2003 DES TAUDIS D'ÉTAT

Sans logis pendant un an et demi, Louise Vigneault obtient un HLM délabré pour ses quatre enfants. Mais elle apprend que le gouvernement sabre le budget d'entretien des immeubles.

JEAN-SÉBASTIEN MARSAN

Le 1^{er} décembre 2002, madame Louise Vigneault a obtenu un logement dans un HLM, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal. Elle était sans logis depuis un an et demi et sur la liste d'attente depuis mai 2002. Son cinq pièces et demie est spacieux, mais dans un état lamentable : peinture sale et écaillée, moisissure aux fenêtres, planchers crasseux. Fin mai 2003, Louise Vigneault avait pu repeindre la chambre des enfants, mais une fenêtre reste brisée et n'a toujours pas été réparée; les tuiles de la salle de bains tombent; la saleté, dans les couloirs et les escaliers de l'immeuble, est repoussante. Et Mme Vigneault apprend que le gouvernement libéral nouvellement élu veut réduire de 25% le budget d'entretien des HLM.

En juillet 2001, *Recto Verso* avait rapporté le cas de Louise Vigneault, monoparentale, enceinte, diabétique, assistée sociale et victime de la pénurie de logements (RV 292). Elle n'avait

pas renouvelé son bail à Pierrefonds, pendant que le marché se transformait en jungle. Les propriétaires lui refusaient un logement en lui reprochant d'être assistée sociale et d'avoir trois enfants.

Après avoir entreposé ses meubles, Louise Vigneault a vécu chez une amie, à Montréal-Nord; puis à Longueuil, dans un centre d'hébergement pour femmes battues; ensuite chez une autre amie, à Pointe-aux-Trembles. Ses deux aînés ont changé trois fois d'école primaire. Le 25 janvier 2002, encore réfugiée dans un centre d'accueil, elle accouche de son quatrième enfant.

À l'été 2002, la crise du logement a frappé tout aussi durement que l'année précédente. La famille Vigneault est demeurée sans logis. En 2003, la pénurie fera toujours rage. Louise Vigneault est soulagée d'avoir un toit, mais elle n'a pas retrouvé le confort de son appartement de Pierrefonds. «Jamais dans cent ans!», commente-t-elle. □

Osez

vous serez étonnés!

Offrez-vous Le Devoir du samedi

Actualités Le monde Perspectives Éditorial Idées
Science Éducation Économie Culture Sports

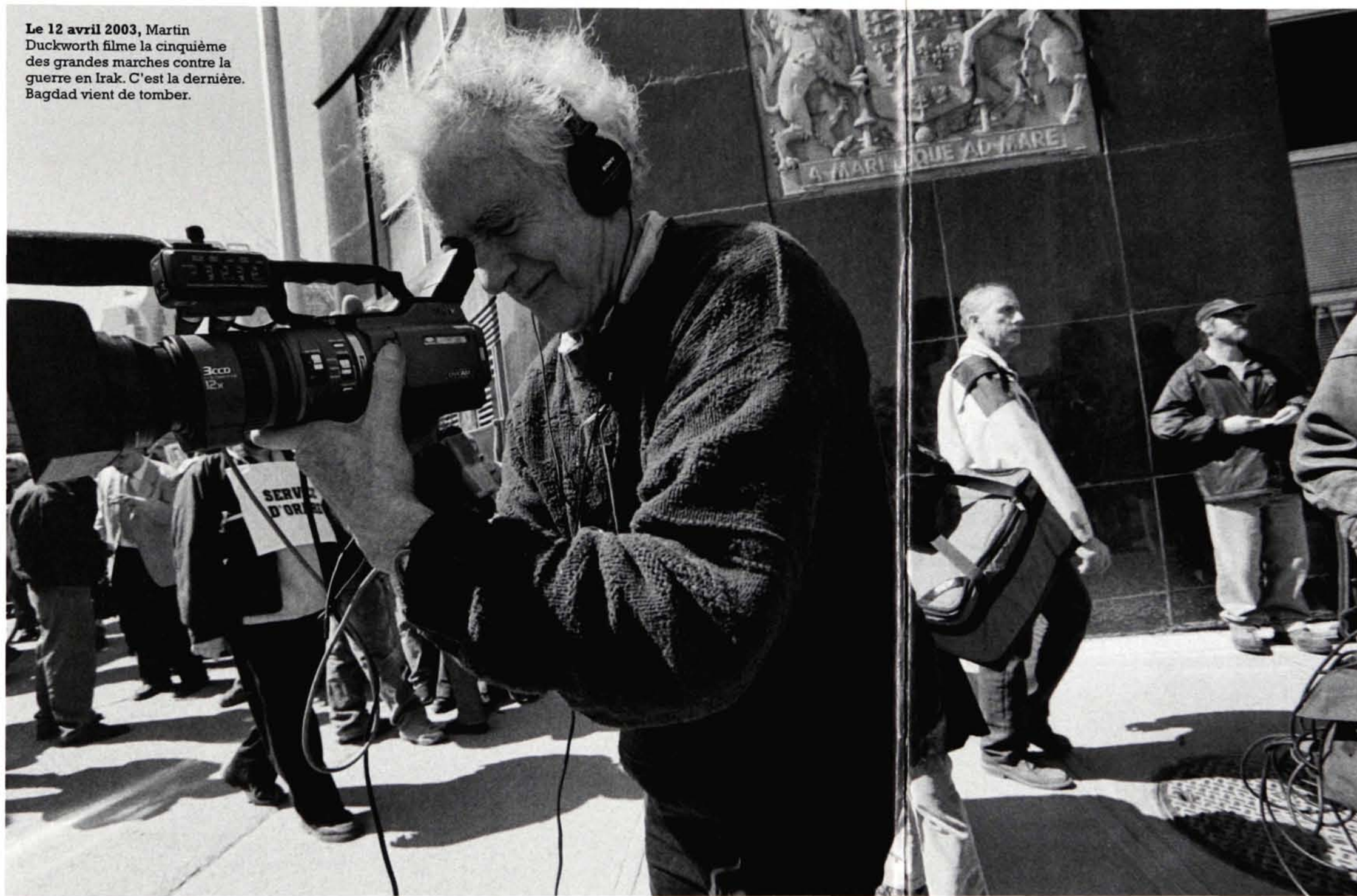
CAHIER SAMEDI CAHIER CULTURE
CAHIER LIVRES CAHIERS SPÉCIAUX L'AGENDA

LE DEVOIR

Un journal indépendant

Abonnements : 514.985.3355 ou 1 800 463.7559
www.ledevoir.com

Le 12 avril 2003, Martin Duckworth filme la cinquième des grandes marches contre la guerre en Irak. C'est la dernière. Bagdad vient de tomber.



Le cinéaste québécois prône un pacifisme intransigeant. Ce fils de militants quakers expose depuis 40 ans le point de vue des victimes et des soldats et leur engagement pour prévenir les nouvelles guerres.

PAR ANDRÉ SELEANU
PHOTOS BENOIT AQUIN pour Recto Verso

TADAHIKO MURATA, SURVIVANT DE LA DÉFLAGRATION atomique d'Hiroshima, en août 1945, et syndicaliste japonais, écrit au cinéaste montréalais Martin Duckworth (extraits) :

« Je te transmets mes sincères félicitations pour ta nomination en tant qu'Artiste pour la paix québécois de l'année. [...] Le monde se trouve actuellement dans un état de très grande tension. Quelques chefs d'État sont impatients de se battre.

« D'après mes calculs, les États-Unis ont livré deux guerres nucléaires : la première en 1945, contre le Japon, avec des bombes atomiques; la deuxième en 1991, contre l'Irak, avec des projectiles anti-blindage à l'uranium appauvri. Ces bombes atomiques et ces projectiles à l'uranium appauvri ont causé des souffrances atroces à un grand nombre d'êtres humains, et surtout aux enfants. Des soldats américains ont été exposés aux radiations de ces armes nucléaires pendant la guerre du Golfe. Et pourtant, le chef de la seule superpuissance mondiale s'appête à faire la guerre de nouveau ce mois-ci, de nouveau à l'aide d'un arsenal comprenant des projectiles à l'uranium appauvri.

« Citoyennes et citoyens du Canada et de la ville de Montréal, votre ville est jumelée à ma ville d'Hiroshima. Si vous aimez votre Terre, avec sa multitude de créatures vivantes, ►

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Artiste québécois pour la paix 2002

MARTIN DUCKWORTH HUMANISE L'ENNEMI

petites et grandes — du plus minuscule de ses insectes et du plus petit de ses oiseaux jusqu'à ses innombrables fleurs qui n'ont pas encore de nom, si vous aimez vos enfants et vos petits-enfants, joignez-vous à moi pour que nous criions tous d'une même voix, comme le dit si bien ton magnifique film sur Hiroshima : Plus jamais d'hibakusha!»

Les hibakushas sont les survivants de la déflagration atomique d'Hiroshima. Dans *Plus jamais d'hibakusha!*, le documentariste Martin Duckworth suivait le périple de mille d'entre eux à New York, venus manifester contre le réarmement atomique pendant la crise des euromissiles en Europe, au début des années 1980. Dans Central Park, il filmait des New-Yorkais avec les hibakushas, ainsi qu'une délégation du Québec, scandant : «Plus jamais d'Hiroshima! Plus de hibakusha!»

Duckworth a développé une vision engagée et pacifiste de la société au cours d'une carrière cinématographique de presque 40 ans. Pour l'ensemble de son œuvre, les Artistes pour la paix (fondé il y a vingt ans par le chanteur et poète Gilles Vigneault et par l'écrivaine Antonine Maillet) lui ont décerné leur prix annuel en 2002.

Duckworth va à contre-courant du néolibéralisme et de l'idéologie guerrière dominante. Les producteurs et les réalisateurs de documentaires montréalais ont une haute estime pour son travail. À Montréal, «les gens travaillant dans le cinéma documentaire d'auteur poursuivent une tradition progressiste de justice sociale», dit Magnus Isacson (*Vues du sommet*, 2002), collaborateur de longue date et ami de Duckworth.

En mars 2003, lors de l'attaque des États-Unis contre l'Irak, Isacson a organisé des séances de documentaires dans la salle de l'Office national du film (ONF), rue Saint-Denis, à Montréal. Il y a présenté deux classiques pacifistes de Duckworth, *Plus jamais d'hibakusha* et *Retour à Dresde*. «C'est très difficile de faire passer les films d'auteur actuellement», continue Isacson. «À la télé, on nous dit : "Ce sujet-là, nous l'avons déjà fait", etc.» Isacson déplore le traitement réservé aux points de vue personnels comme ceux de Duckworth.

Travaillant depuis trente ans comme réalisateur indépendant, dans des conditions ardues, souvent avec l'ONF, Martin Duckworth a réalisé vingt-cinq documentaires et a travaillé comme cadreur ou directeur de la photographie à la réalisation de soixante-dix autres. Parmi ses films les



PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

On entend la voix de gnome de Churchill, nasillarde et terrible, annonçant aux Londoniens la revanche attendue contre les Allemands.

plus marquants, on peut citer *The Wish* (*Le souhait*), sur ses filles jumelles Sylvia et Mary; *Accident* (1973), portrait de son ami Pat Crawley, survivant d'un écrasement d'avion; sa trilogie sur Hiroshima, Dresde et la Guerre du Golfe; et *Le Plus loin possible* (2000), le portrait d'une réfugiée politique bolivienne au Québec, Ana-Maria Seifert. «Martin parle peu, rapporte celle-ci. Sa relation avec l'équipe de tournage n'est pas hiérarchique, mais faite plutôt de complicité.»

Duckworth lutte contre la tendance à dépersonnaliser l'art, dans le cinéma comme dans la peinture. Loin de lui la recherche sur la forme de l'œuvre faisant fi du contenu. Tout cela fait partie de l'arsenal de l'art actuel que l'on appelle post-moderne, un art de salon qui contient une immense dose d'imitation et est décentré de l'humain, de son expérience normale et de ses préoccupations affectives ou politiques.

Dans ses documentaires, au-delà des idéologies ou de la géopolitique tellement à la mode, Duckworth fait appel aux valeurs éternelles : la compassion, la tendresse, la fraternité. Sa compassion s'étend à tous les êtres humains et précisément à ceux que la propagande guerrière a essayé de diaboliser, les civils allemands et japonais de la Deuxième guerre mondiale. Fils de parents pacifistes, Duckworth s'intéresse particulièrement aux conséquences de la guerre sur les civils. Ce thème est présenté de manière dramatique dans *Plus jamais d'hibakusha!* (1983), *Retour à Dresde* (1986) et *Armes pour la paix - Point de vue sur la Guerre du Golfe* (1993).

Par ses films sur les survivants de trois guerres, Allemands, Japonais et Irakiens, Duckworth réalise un dessein moral étroitement lié à sa conception pacifiste : humaniser l'ennemi. Le cinéaste est parfaitement conscient que l'accent presque exclusif sur

Montréal, 15 mars 2003 — Un théâtre de rue représente les victimes de la guerre en Irak, durant la 3^e marche pacifiste de l'hiver 2003. Duckworth prépare un film sur les événements.

la souffrance des civils du camp ennemi peut être vu par les bien-pensants comme une coupable omission. Dans *Retour à Dresde*, réalisé avant la chute du Mur de Berlin en 1989, Gifford, un navigateur de bombardier dans l'aviation canadienne, est confronté à des civils allemands qui auraient pu être ses victimes en 1945. À Dresde, 35 000 Allemands furent tués sous les bombes. Le patrimoine de la «Florence du Nord» fut anéanti.

Gifford assiste à l'inauguration de l'Opéra Semper, reconstruit quarante ans après sa destruction sous les bombes alliées. Les cadences dramatiques de l'opéra Freischütz, du compositeur romantique Carl Maria von Weber, le vrombissement des bombardiers et leur scintillement dans la nuit formeront la trame de fond, visuelle et sonore, du *Retour à Dresde*.

On entend aussi la voix de gnome de Churchill, nasillarde et terrible, qui annonce aux Londoniens, eux-mêmes victimes des bombardements nazis, la revanche longtemps attendue contre l'agresseur allemand. Duckworth n'évoque pas autrement les crimes des nazis en Europe. Une narration documentaire devrait avoir un certain côté équilibré, mais, du point de vue de Duckworth, un civil allemand brûlé vif n'est pas responsable pour les ordres de Hitler.

La guerre du Golfe

Armes pour la paix - Point de vue sur la Guerre du Golfe (1994) critique la position du Canada dans la guerre du Golfe, tantôt force de paix, au nom des Nations Unies, tantôt allié fidèle de la superpuissance, les États-Unis. Duckworth a visité le champ de bataille un mois après la guerre. Il trace le parallèle entre l'impérialisme britannique en Irak dans les années 1920, assoiffé de pétrole, et les visées américaines identiques dans les années 1990. Et, en effet, Paul Wolfowitz, sous-secrétaire d'État américain à la défense, ne vient-il pas d'avouer, en juin 2003, à Singapour, que «l'Irak gît sur une mer de pétrole» et que la destruction des armes de destruction massive (ADM) irakiennes n'était qu'un faux prétexte avancé pour des raisons «bureaucratiques»?

Duckworth montre les convois irakiens en fuite, encore ► **SUITE À LA PAGE 16**

MANIFESTATIONS PACIFISTES

PAR RICHARD AMIOT

La Cinémathèque québécoise présentera une rétrospective de l'œuvre de Martin Duckworth à l'automne 2003. Le cinéaste pour la paix a filmé toutes les grandes manifestations organisées au Québec par le Collectif Échec à la guerre à l'hiver 2003, ayant précédé ou suivi l'invasion de l'Irak par les forces anglo-américaines en mars 2003. Ces manifestations ont surpris par leur ampleur dans le monde entier et elles ont ébranlé des gouvernements en faveur de la guerre. Quelques semaines ont suffi, pour mobiliser des millions de manifestants anti-guerre, avant même le commencement des hostilités.

Guerre au Viêt-nam Ceux qui réclamaient la fin de la guerre au Viêt-Nam n'étaient que 25 000, en 1965, aux États-Unis. Il a fallu que le mouvement se développe jusqu'en 1969 avant que 500 000 personnes manifestent pour la paix. La guerre du Viêt-Nam prit fin en 1973.

Crise des euromissiles Dans les années 1980, les pacifistes s'étaient livrés à de semblables manifestations, mais avaient été discrédités par des accusations de collusion ou de manipulation par les services secrets soviétiques.

Grève générale de 1914 Jean Jaurès, en France, et Rosa Luxembourg, en Allemagne, appelaient en 1914 les ouvriers à manifester par la grève générale leur opposition à la guerre. Le 31 juillet 1914, Raoul Villain assassine d'un coup de feu le grand chef socialiste français. Jaurès disparu, la tendance pacifiste au sein du mouvement socialiste européen s'effaça. ►

Traité Briand-Kellog

En 1928, le traité Briand-Kellog (des noms du ministre des Affaires étrangères de la France et du Secrétaire d'État des É.-U.), ratifié par 44 pays, met la guerre hors-la-loi. C'était une vaine tentative d'imposer l'arbitrage des conflits entre les États tout comme la création de la Société des Nations (précurseur de l'ONU) au sortir de la première guerre, à l'instigation du président des USA, Woodrow Wilson.

Convention de Genève :

(adoptée en 1864 et renouvelée en 1949) échoue à «civiliser» les pratiques de la guerre. Personne n'a trouvé la voie pour réaliser le *Projet de paix perpétuelle* (1795) prôné par le philosophe Emmanuel Kant.

Croix-Rouge Créée en 1863, elle tente d'imposer les droits humains fondamentaux en respectant trois principes universels : obligation de soigner les blessés sans distinction de nationalité; neutralité (inviolabilité) du personnel et des établissements sanitaires; reconnaissance du signe distinctif de la croix rouge sur fond blanc.

Paix de Dieu Dans le Sud de la France, le concile de Charroux, en 989-990, instaure le serment de la «paix de Dieu», un engagement de respecter le droit d'asile, de protéger les pauvres, les femmes, les vieillards et les enfants et de ne pas s'en prendre aux gens d'église. Les conciles régionaux de paix ont réussi à pacifier une bonne partie de l'Europe ravagée par les seigneurs, y imposant la Trêve de Dieu.

Pax Romana Après sa victoire à Actium (—29) contre l'Égypte, l'empereur Auguste, pour marquer l'instauration de la paix à Rome, ferme les portes du temple de Janus. Elles ne l'avaient pas été depuis —241.

Madeleine Parent dénonce

UN PLAN DE CONQUÊTE MONDIALE

Après l'Irak, la militante pacifiste voit les États-Unis conquérir tout le Moyen-Orient et imposer leur loi au monde entier. Les peuples n'auront d'autre choix que la révolte.

PAR JULIE ROY | PHOTO BENOIT AQUIN

DES MILLIONS DE MANIFESTANTS opposés à la guerre «préventive» en Irak ont formé un mouvement pacifiste sans pareil contre un nouvel ordre international brutal, dictatorial, qui enveloppe la planète d'un voile de noirceur comme jamais depuis la Deuxième guerre mondiale. George W. Bush et ses faucons ont avoué candidement qu'ils n'avaient pas de preuves sur les supposées armes de destruction massives (ADM) de Saddam Hussein. Ils ont admis avoir menti et manipulé l'opinion publique pour atteindre leur cible.

Madeleine Parent, à 85 ans, n'a pas rangé ses armes pour dénoncer l'obscurantisme qui s'est abattu sur ce début de XXI^e siècle. «D'abord, il faut dire que ni Ben Laden ni Saddam Hussein ne sont des hommes à soutenir. Ce sont des bêtes qui ont leurs propres raisons d'agir comme ils l'ont fait. Mais que les Américains se servent de leurs agissements pour se lancer à la conquête du monde, c'est une autre chose que l'on doit condamner», lance-t-

elle. «Bush a mêlé le terroriste Ben Laden et le dictateur Hussein dans l'esprit du public américain pour servir sa propagande. Il a associé Hussein à la responsabilité des attentats du 11 septembre et beaucoup de gens ont compris que c'était la même chose, alors que ça ne l'est pas», précise M^{me} Parent.

Une ère d'obscurantisme

L'utilisation de la peur et l'emploi abusif du terme terroriste ont déjà trop servi la propagande américaine : «Il faut s'attaquer à l'utilisation qu'ils font de ce terme-là, dit-elle. Aujourd'hui ce n'est plus la chasse aux communistes, c'est devenu la chasse aux terroristes, et tout est bon pour qualifier de terroristes ceux qui se trouvent sur leur chemin. Combien de personnes aux États-Unis, aux noms à consonance arabe, sont détenues sans raison et sans pouvoir

voir leur avocat ou leur famille?», interroge la syndicaliste qui a vécu personnellement les affres des chasses aux sorcières à l'ère duplessiste. «La raison invoquée par Hitler, c'était la chasse aux Juifs et aux communistes. Maintenant on parle de chasse aux terroristes», rappelle-t-elle. «Bush, c'est le Goebbels* du temps de Hitler», tranche-t-elle. *(Goebbels : ministre nazi de l'Information et de la Propagande, puis responsable de la guerre totale en 1945.)*

Le nom de terroriste a été utilisé abusivement pour tromper le peuple américain et camoufler un hold-up sur le pétrole irakien planifié dans la première phase d'un plan stratégique plus large. «Ils sont par-

Pour faire taire l'opposition, la chasse aux terroristes a remplacé la chasse aux communistes.

tis à la conquête du monde pour leur empire. C'est le retour aux grands empires bâtis sur le dos des peuples», résume Madeleine Parent, syndicaliste, féministe et militante pacifiste depuis les années 1930. Ce n'est pas qu'à la conquête de l'Irak et de son pétrole que Bush et Blair se sont lancés, mais de l'ensemble des pays arabes, analyse M^{me} Parent. «Le vol du pétrole de l'Irak (2^e producteur mondial), c'était l'objectif de la guerre. L'Irak est le voisin de l'Arabie saoudite (1^{er} producteur) et de plusieurs autres pays producteurs de pétrole. Ça veut dire que les États-Unis auront une influence beaucoup plus forte sur la politique saoudienne et des autres pays membres de l'OPEP.»

Des ambitions démesurées

Mais là ne s'arrêteraient pas les prétentions des faucons, selon la militante retraitée du mouvement syndical en 1983, mais toujours très active, qui prenait la parole devant les 25 000 manifestants ayant répondu à l'appel du collectif Échec à la guerre, le 18 janvier 2003. «Ils veulent contrôler tout le Moyen-Orient. Ils ont déjà déclaré que la Syrie est une menace à la paix du monde, reprend M^{me} Parent. Le scénario contre l'Irak est déjà enclenché pour se répéter en Syrie. Si la Syrie est envahie et contrôlée, l'Iran va y passer. Ils n'en parlent pas, mais c'est ça. Là où il y a du pétrole, Bush veut être le maître».

En fait, les ambitions américaines sont démesurées. «Les États-Unis sont les mieux armés du monde, et de beaucoup», insiste M^{me} Parent. Elle avertit : «Bush, c'est l'empereur du XXI^e siècle. Comme de raison, il n'a pas le sens de l'histoire. Il ne sait pas que tous les grands empires ont péri. C'est horrible. C'est la force brutale avec une ignorance crasse, et toutes les munitions imaginables».

Maintenant que l'invasion anglo-américaine a réussi en Irak, que reste-t-il des mouvements d'opposition pacifiste? Dans la situation actuelle, le renoncement serait la pire des options. Ce n'est pas le moment d'un repli, d'autant plus que les agresseurs viennent de fournir de sérieux motifs de crainte à tous leurs opposants. Maintenant, «tout comme ils ont mêlé Saddam Hussein au terrorisme, ils parlent de terrorisme en Iran, alors que le président Khatami a combattu les intégristes en Iran et continue de faire un travail extraordinaire. Mais les Américains veulent trop contrôler l'Iran pour se rendre compte que, ►



PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

PARENT > SUITE DE LA PAGE 15

s'ils abattent Khatami, les intégristes peuvent reprendre le pouvoir», prévient M^{me} Parent.

Il leur faudra des défaites

Mais toutes les manifestations du monde auront-elles assez de poids face à l'artillerie lourde et au pouvoir financier du clan Bush? Madeleine Parent se veut optimiste, mais réaliste : « Il y a une limite à la patience des peuples. Bush et son peuple sont détestés partout dans le monde et beaucoup plus que jamais. Ce sont les chefs d'État qui sont à genoux devant les États-Unis, pas les peuples, dit-elle. Il leur faudra des défaites et que les peuples se retournent contre eux. Déjà ils sont très impopulaires dans les pays arabes, même dans les royautes que les Américains et les Britanniques ont installées au pouvoir. »

Les Démocrates américains devraient être « plus hardis » qu'ils ne l'ont été. Elle déplore leur mollesse, bien qu'il y en ait deux ou trois qui soient excellents, admet-elle. Espérons que le peuple américain et les médias reprendront leurs esprits et assumeront leurs responsabilités avec détermination. Car l'après-guerre aura sans doute plus de poids dans l'histoire que les bombes larguées sur un peuple irakien appauvri, désarmé par l'ONU et malade de l'embargo imposé depuis douze ans par les États-Unis.

Faut-il se surprendre que W. Bush en réfère à Dieu si souvent? Madeleine Parent n'est pas dupe de son jeu. « Pour lui, la religion est un outil, tout simplement, dit-elle. On ne peut pas tuer des gens, les mutiler, les priver d'eau et d'électricité et croire que c'est Dieu qui veut ça. C'est de l'hypocrisie! On retourne au droit divin des monarques », ironise-t-elle.

Le peuple américain acceptera-t-il de porter le poids des erreurs de quelques hommes? Que ses enfants et petits-enfants baissent les yeux quand on leur parlera de cette période, comme le peuple allemand qui continue d'être identifié aux horreurs de l'Holocauste? « J'aimerais que l'on dise en mon nom, conclut Madeleine Parent, que ceux qui appellent « terroristes » des peuples qui ont été dépouillés de tous leurs moyens de défense face à ceux qui ont toutes les armes, ce sont eux les terroristes. » □

DUCKWORTH > SUITE DE LA PAGE 13

fumants, absolument carbonisés, et l'on comprend que personne n'en est sorti vivant. Après, un luthiste irakien, très élégant et raffiné, qui vient de quitter l'armée défaite – nous sommes en 1991 – parle de son amour pour Bagdad, « mère de l'art et de la littérature ». Autre inquiétante prémonition, après les pillages de ses trésors archéologiques et artistiques au mois de mars 2003.

Quant au Canada, au-delà de son pacifisme proclamé à mi-voix, de temps en temps, il vend des armes, rappelle Duckworth. Dans une scène surréaliste, il montre des cheiks des Émirats du Golfe suivant éperdument des yeux les avions de chasse qui virevoltent au-dessus de leur tête, dans une foire d'armements, au

Les Born Again Christians comme George W. Bush sont pareils à ceux qui commettent des attentats-suicide.

milieu du désert. Les British Aerospace, Oerlikon, SNC-Lavalin et Harvey Cox livrent armements et munitions aux forces américaines et aux autres armées du monde. L'industrie militaire tourne rondement au Canada.

Un pacifisme intransigeant

Le cinéaste est issu d'un milieu marqué par le *social gospel* protestant, proche du parti socialiste CCF, l'ancêtre idéologique du Nouveau parti démocratique (NPD). La famille Duckworth se reconnaît dans les fondateurs de la social-démocratie au Canada anglais : J.S. Woodsworth, Stanley Knowles, Tommy Douglas (créateur de l'assurance-maladie universelle au Canada).

Diplômé en histoire des universités Yale et de Toronto, il sent l'appel de la vo-

cation – réaliser des films à portée sociale et politique – et rejoint l'Office national du film en tant que cameraman en 1963. Le rôle de documentariste lui échoit naturellement. « Toute ma vie, j'ai travaillé dans des milieux à la fois de langue anglaise et française », précise le cinéaste. « Je suis natif de Montréal. Mes parents appuyaient les organisatrices syndicales Léa Roback et Madeleine Parent, lorsqu'elles aidaient l'organisation des travailleurs du textile, au Québec, dans les années 1940 », raconte-il.

« Je suis un homme de famille, d'abord un Montréalais, ensuite Québécois, ensuite Canadien, enfin citoyen du monde. Je suis fortement attaché à ma femme, Audrey Schirmer, et à mes enfants. » Son épouse Audrey représente la famille Duckworth au sein de la coalition Échec à la guerre mise sur pied à l'automne 2002 pour s'opposer à l'invasion anglo-américaine en Irak. Duckworth et sa femme ont convaincu plusieurs voisins de leur quartier d'artistes, dans le Mile End, d'arborer les rubans blancs de la coalition Échec à la guerre à leur porte.

Les parents de Duckworth étaient des quakers prônant un pacifisme intransigeant, la philanthropie et la simplicité des mœurs. Cette forme du protestantisme est aux antipodes des *Born Again Christians* ayant l'oreille du pouvoir aux États-Unis actuellement. « Ceux-ci poursuivent une forme dévoyée du christianisme », dit Duckworth. Ils prêchent le militarisme et un prosélytisme agressif face au monde musulman. George W. Bush est un de ces *Born Again Christians*. « Ils sont pareils à ceux qui commettent les attentats-suicide », commente sèchement Duckworth.

Le cinéaste constate avec amertume la mince marge de manœuvre du Canada face aux États-Unis. Il salue le refus canadien d'intervenir dans la guerre contre l'Irak : « Chrétien s'est bien conduit. » Ce qui l'inquiète par-dessus tout, c'est « l'Empire contre le monde ». « Selon des sondages du mois de mai, rapporte-t-il, 58 % des Canadiens considèrent que le monde est plus dangereux depuis l'invasion de l'Irak ». Il considère que les grands problèmes du monde devraient être soustraits de l'autorité du Conseil de sécurité des Nations Unies, impuissant pendant la crise irakienne, et remis sous l'autorité de l'Assemblée générale. « Le Canada devrait diriger cette action », dit-il avec idéalisme. □

L'ÉCONOMIE SOCIALE EN MOUVEMENT

CAHIER
D'INFORMATION

produit par



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



FILACTION

FONDS DE FINANCEMENT
COOPÉRATIF

PORTRAITS DE FEMMES ET DE LEURS PROJETS



Les entreprises d'économie sociale ont le vent dans les voiles et leurs parcours sont remarquables. La contribution des femmes à cet espace social porteur d'avenir est tout aussi spectaculaire que méconnue. Autant capitaines de navire que matelots, les femmes y détiennent la majorité des emplois et des postes de direction. Des salaires honnêtes, des emplois valorisants. Plus de 6 200 entreprises (coopératives et organismes sans but lucratif) génèrent une activité économique de 4 milliards

316 millions qui ont fait naître 65 000 emplois. Pas entrepreneures, les femmes ? En tous cas elles s'impliquent et innovent dans une quinzaine de secteurs. En périnatalité, centres de la petite enfance, aide à domicile, cela n'étonnera personne, mais également en habitation, en agroalimentaire, en loisir et tourisme social, dans le secteur culturel, celui des nouvelles technologies ou des services financiers. Mais qui a dit que naviguer était de tout repos, surtout quand on le fait à contre courant ?

L'économie sociale : CLASSÉE PAUVRE, POURTANT RICHE

Pourquoi les femmes ont-elles envahi l'économie sociale ? Bien avant le plan de carrière, c'est la mission de justice sociale et le sentiment de l'utilité de leur travail qui ancrent les femmes dans ce milieu. Historiquement, les femmes ont toujours été à l'écoute des besoins de leur communauté. Quand certains services n'existaient pas, elles les ont inventés : garderies, maisons d'hébergement, restos pop, ressources périnatales,

services aux démunis, aux malades, aux exclus... Et il semble bien que les problématiques sociales lourdes ne les font toujours pas reculer !

Mais leur participation massive n'a pas été sans soulever des questionnements. Et si l'économie sociale devenait un ghetto d'emplois plus qu'un tremplin pour les femmes ? La réflexion a donné lieu il y a quelques années à des prises de positions tranchées. Une partie du mouvement féministe craignait que les femmes ne se retrouvent piégées. « C'était une appréhension légitime. Mais les femmes ont fait des avancées grâce à l'économie sociale. Il faut se réjouir de la place qu'elles occupent sur le terrain et dans les postes de direction » répond Annie Vidal figure de proue du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Cela dit, pour la directrice de *Faites de la musique*, les femmes



Annie Vidal, *Faites de la musique*

sont encore bien peu nombreuses aux commandes des leviers financiers traditionnels. « Nos entreprises d'économie sociale sont sous-capitalisées, les critères d'accès à une partie du financement sont trop stricts et devraient être revus. Il faudra plus de femmes dans les postes clé où se prennent les grandes décisions financières. »

**Le ministère du Développement économique et régional,
partenaire des entreprises d'économie sociale**

DES OUTILS ET DES SERVICES À VOTRE PORTÉE

Pour plus d'information, consultez notre site Internet à :

www.mder.gouv.qc.ca/cooperatives

Développement
économique
et régional

Québec



ÉDITH CYR, UTOPISTE ET PRAGMATIQUE

« Ça nous ressemble l'économie sociale, nous sommes des utopistes pragmatiques ! » lance Édith Cyr

de *Bâtir son quartier*. Elle est coordonnatrice générale de ce fleuron de l'immobilier social et collectif, actuellement le plus important groupe de ressources techniques en habitation au Canada. *Bâtir son quartier* a coordonné la réalisation de plus de 275 projets d'habitation communautaire dans différents quartiers de Montréal, totalisant plus de 5 157 unités de logement et gère environ 13 millions d'investissements par an. Édith Cyr et son équipe de 30 personnes, majoritairement des femmes, travaillent dans le secteur de la construction en somme ! « N'est-ce pas formidable toutes ces femmes expertes dans le développement de l'immobilier ? Ce qui nous distingue, c'est l'accompagnement des

collectivités locales afin que des gens s'approprient leur logement, leur quartier. »

Rieuse, elle explique sa détermination inébranlable par ses origines : un croisement entre un bleuet et une morue (ses parents sont du Saguenay et de la Gaspésie) ! « Parfois je me dis que si je meurs demain, je serai satisfaite de mon emploi du temps et de ma vie... » Édith Cyr travaille depuis 20 ans à la Pointe Saint-Charles, dans le Sud-Ouest de Montréal. Un quartier revitalisé par des projets communautaires souvent fabuleux. « J'adore ce que je fais et je ne suis pas découragée. Bien sûr on ne sait pas ce que nous réserve le nouveau gouvernement. Mais je demeure confiante que la société n'acceptera pas de reculer sur le logement social, au contraire ! »

Édith Cyr est lauréate du Prix du Mérite coopératif 2002 dans la catégorie Coopératrice de l'année de la CDR Montréal-Laval, c'est la première femme à recevoir ce prix.

DES PARCOURS DIVERS QUI MÈNENT AU BIEN COLLECTIF

Qui sont-elles ces femmes qui ont le cœur à l'économie sociale ? Elles sont fille de commerçant mais diplômée en littérature comme Linda Maziade, ont été coordonnatrices de banquets dans des Holliday's Inn ou des Howard Johnson comme Sandrine Viel dans une autre vie ou ont mis sur pied une garderie et un *Chic Resto Pop* comme Annie Vidal, milité dans des groupes de femmes comme Sylvie Tardif, ou étudié en travail social comme Édith Cyr... Des centaines d'autres comme elles font que les entreprises d'économie sociale fournissent des services utiles, revitalisants pour les gens et leur collectivité. « Quand t'as réussi dit Sylvie Tardif, t'as réussi plus, parce que tu ne l'as pas fait seule. En bout de ligne, c'est plus enrichissant. Pour toi, pour ton entreprise, pour ton monde. »

DE FIÈRES RAMEUSES

Pour Linda Maziade du *Réseau québécois du crédit communautaire*, basé à Québec, pour que les entreprises d'économie sociale puissent vraiment contribuer à la démocratisation de l'économie, il faut une volonté politique claire qui soutiennent cet espace économique avec la même fierté que celles et ceux qui y travaillent chaque jour. « Nous sommes aux prises avec des préjugés tenaces et une étiquette "d'économie de pauvres" absolument erronée et péjorative. La vérité c'est que nos entreprises sont performantes, en phase avec les exigences du marché et font du développement humaniste et durable ! Il y a de quoi être fières d'avoir bâti tout cela. Mais il nous arrive d'être très fatiguées de ramer si fort. »

CES FEMMES QUI BRASSENT DES AFFAIRES AUTREMENT



SYLVIE TARDIF, PORTEUSE DE VALEURS SUR TOUS LES FRONTS

« Quand des entreprises d'économie sociale siègent aux tables socio-économiques, il y a un vrai choc des cultures avec les gens d'affaires. Mais c'est parfait tout ça. On met des visages humains sur eux et eux sur nous. Des ponts solides se sont construits ainsi. » La voix de Sylvie Tardif est éraillée de fatigue mais sa ferveur passe 10 sur 10. C'est que la directrice de *COMSEP* (Trois-Rivières) vient tout juste d'être élue conseillère municipale. « J'ai marché les 4000 portes », dit-elle. Impliquée depuis longtemps dans le district Marie-de-l'Incarnation, elle savait pouvoir compter sur les moins nantis qui connaissent son envergure et son humanisme. Il lui fallait convaincre les plus riches qu'elle les représenterait équitablement. Les 76 % des votes recueillis montrent que Sylvie Tardif a gagné la confiance de la majorité. « J'ai

refusé de faire une campagne de guerriers. Je suis féministe, je prône d'autres valeurs. Et je tiens à porter le message de l'économie sociale à l'hôtel de ville. L'économie sociale est porteuse d'avenir, de santé, de bonheur quoi ! Tout le monde y a droit, les démunis et les exclus aussi. »

COMSEP est l'acronyme pour Centre des organismes mauriciens de services d'éducation populaire. Il a trois grands volets : alphabétisation, éducation populaire et emploi. De concert avec d'autres organismes, COMSEP a donné naissance en 12 ans à 12 entreprises, traiteur, transport routier, ébénisterie, etc. Elles offrent des salaires décentes, génèrent 5 millions par année et ont créé plus de 1 000 emplois. Une autre fierté de Sylvie Tardif ? Que la Chambre de commerce de Trois-Rivières ait appuyé le projet de loi pour l'élimination de la pauvreté. C'est la seule chambre de commerce à avoir posé ce geste solidaire. Qui l'a convaincue croyez-vous ?

SANDRINE VIEL, L'AUTRE-HÔTELIÈRE



Sandrine Viel, 34 ans, est la jeune directrice générale de *L'Autre Jardin* à Québec. Une auberge trois étoiles du quartier St-Roch en basse-ville, qui mérite le détour. Depuis l'ouverture de ses portes il y a trois ans, l'établissement allie beauté des lieux, service de premier ordre et mission sociale. « Côté atmosphère, nous sommes un peu dans la lignée des hôtels boutique, comme le Germain si on veut, mais plus petit. Nous offrons 27 jolies chambres, une salle de réunion. Notre mission sociale (contribuer à des actions de solidarité sociale et de développement durable) transparaît partout, sur notre site, notre cédérom, nos dépliants, mais sans lourdeur ni prosélytisme ! » L'Autre Jardin appartient à l'organisme de solidarité internationale Carrefour Tiers Monde. L'auberge propose thé, café, sucre, chocolat équitables au petit déjeuner et sa boutique met en vente de beaux produits d'artisanat d'Afrique et d'ailleurs.

Après une coupure de 35 % de ses revenus par l'ACDI en avril 95, Carrefour Tiers

Monde voyait disparaître sa seule source de financement récurrent, à quatre jours d'avis ! L'organisme a voulu assurer son avenir et son autofinancement de manière novatrice : il a littéralement bâti une entreprise d'hôtellerie en économie sociale. « Pour nous, c'est essentiel de ne pas se refermer sur nous-mêmes, poursuit Sandrine Viel. Nous sommes très présentes au sein de la communauté d'affaires et de l'industrie hôtelière. Nous sommes fières de témoigner de nos valeurs et de notre réussite. Déjà nos prévisions sont dépassées, notre taux d'occupation frôle les 60 %, ce qui est extra. La réussite commerciale des entreprises d'économie sociale est importante. Nous faisons de l'argent qui a du sens et du cœur ! Et nous le réinvestissons dans quelque chose de durable et de collectif. »



L'économie sociale à la grandeur de la planète S'INSPIRER MUTUELLEMENT

Malgré ses avancées, le mouvement d'économie sociale québécois reste imparfait et ne constitue pas la panacée à tous les maux sociaux. Bien qu'il cherche à réintroduire la solidarité dans l'activité économique, il ne peut faire cavalier seul, bien évidemment.

Pour résister aux forces du libre marché, responsables d'appauvrissements incalculables, l'économie sociale doit multiplier les lieux, les espaces et les échelles d'intervention. On ne peut se passer d'intervenir ni au plan régional ni à l'international, ni de s'alimenter, ni de témoigner de ce qu'on fait ici. Au fond, c'est comme si la globalisation de l'économie de marché nous jetait tous et toutes dans les bras les uns des autres !

« Parfois nous réalisons que notre expertise a une portée insoupçonnée, raconte Edith

À droite, **Françoise Couillard** présidente de l'Union des femmes de Nouvelle-Calédonie.

Cyr de Bâtir son quartier. Je reviens du Vietnam où j'ai fait une présentation de notre façon d'intervenir en habitation sociale. La qualité de notre accompagnement dans l'élaboration des projets coopératifs pris en charge, dès le départ, par des collectivités, était une inspiration pour mes interlocuteurs. Nous échangeons aussi avec des organismes du Brésil, de France et de Colombie. »

« Il ne se passe pas un mois sans que nous recevions de la visite internationale dans les locaux de COMSEP raconte Sylvie Tardif à Trois-Rivières. Nous échangeons et apprenons autant des Maliens, des Africains du Sud, ou des gens d'Amérique latine qu'ils soient du Pérou, du Mexique ou du Guatemala. Quelqu'un de chez nous a pari-



Germaine Koffi, présidente de Micro-femmes, une Mutuelle de Micro-crédit en Côte d'Ivoire.

icipé aux ateliers et forums de Porto Alegre. Vous savez, en 1988 un voyage au Zimbabwe m'avait ouvert les yeux sur le potentiel de résistance des formules de collectifs et de coopératives. Quand je voyais les miracles qu'ils faisaient avec rien, je me suis dit : déniaisons-nous ! »

« Notre première mission, dit Annie Vidal de Faites de la musique, c'est de représenter une forme d'espoir qui amène les gens à s'impliquer et à développer leur milieu. Nous sommes là pour renforcer la solidarité dans nos collectivités et redonner un sens au travail. Et partout dans le monde, d'autres le font depuis longtemps. Il faut s'inspirer mutuellement. »

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des organisations suivantes :

Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.

Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat. Le CSMO-ÉSAC est financé par Emploi-Québec.



Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

On peut contacter ces organismes aux numéros de téléphone suivants :

Chantier :	(514) 899-9916
CSMO-ÉSAC :	(514) 259-7714
RISQ :	(514) 866-2355
Fonds de financement coopératif et Filaction :	(418) 522 3334

Production de ce cahier : Ariane Émond, Carine Guidicelli, Mélanie Jolin, Joel Lebosse, Jean Robitaille

Graphisme : Composition Fleur de Lysée

FILACTION Filaction, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement des fonds communautaires du Québec, est un Fonds de capital de risque à but non lucratif créé à l'initiative de Fondation-CSN. Il a le mandat de capitaliser les entreprises de l'économie sociale, Coopératives et OBNL.

FONDS DE FINANCEMENT COOPÉRATIF Le Fonds de financement coopératif est le fruit d'une association entre Fondation, le RISQ et le Filaction. C'est un fonds de capital de risque qui investit exclusivement dans des entreprises collectives coopératives et OBNL.

L'âge moyen des bénévoles
des popotes roulantes
avoisine les 70 ans.
Une cuisine centrale
leur facilitera la tâche
à Montréal.



Les popotes roulantes

Un service devenu essentiel

Les dangers de mal s'alimenter augmentent avec la solitude. Or quatre personnes âgées sur dix vivent seules (les deux tiers sont des femmes). Les popotes roulantes — la première a été créée il y a 35 ans au Québec — sont donc devenues un service essentiel pour plus de 4 000 personnes à Montréal. Service essentiel, et bénévole pour une grande part. La création des popotes roulantes remonte à la seconde guerre mondiale. Les dames « de la haute » avaient mis sur pied ce service pour venir en aide aux familles victimes des bombardements allemands sur Londres.

L'Association des popotes roulantes du Montréal métropolitain (APRMM) regroupe vingt et une d'entre elles, sur la centaine que l'on compte sur l'île. 421 bénévoles y consacrent du temps pour préparer et livrer à domicile 40 000 repas par année, à un prix moyen de 3,84 \$, dans une fourchette de prix de 2,30 \$ à 6 \$. Les bénévoles ont vieilli, comme le reste de la population québécoise. Ils ont maintenant un âge moyen avoisinant les 70 ans. Ils viennent souvent en aide à des plus jeunes qu'eux ! La fabrication des repas est pour eux la tâche la plus lourde, et de plus en plus de popotes la délaissent, n'en faisant plus que la livraison. La cuisine centrale de l'APRMM, sous la direction du chef Thierry Margot, fabrique 18 000 repas par année pour les popotes affiliées. M^{me} Huguette Roy, sa directrice générale, veut porter cette capacité à 70 000 repas, pour soulager les bénévoles et pour garantir la pérennité du service.

Les popotes roulantes comblent moins de la moitié des besoins (4 125 personnes desservies sur une demande estimée à 11 863) pour les personnes âgées de plus de 65 ans, selon une étude de faisabilité de la société de conseil en gestion Sherpa, financée par le Programme d'assistance technique au développement économique communautaire (PATDEC) de l'Université Carleton et par la Fondation McConnell de Montréal.

UNE DEMANDE CROISSANTE

Les aidants naturels sollicitent de plus en plus ce type de services pour des proches en difficulté ; les CLSC aussi, depuis le virage ambulatoire et la désinstitutionnalisation des malades psychiatriés. Autrefois destinée presque uniquement aux personnes âgées, la popote roulante d'aujourd'hui s'adresse à une clientèle de tout âge, en perte d'autonomie permanente ou temporaire. De plus, les besoins se sont diversifiés avec la composition pluriethnique de Montréal. Des restaurateurs, des traiteurs et des épicerie desservent ce marché en croissance. Tout cela milite en faveur du projet de l'APRMM de quintupler sa capacité de production.

L'APRMM désire créer une entreprise d'économie sociale pour réaliser son expansion et améliorer son autofinancement en offrant de nouveaux services (HLM, groupes communautaires, etc.). La cuisine centrale pourra desservir des membres de l'Association, les popotes indépendantes ou affiliées au Centre d'action bénévole de Montréal, fournir des dîners communautaires, des HLM, etc. Pour se réaliser, le projet de cuisine centrale pour les popotes roulantes du grand Montréal attend un financement de 100 000 \$ du Fonds d'économie sociale, sur un investissement totalisant 190 000 \$ sur trois ans.

M. Robert St-Jean,
un bénévole de
la popote Notre-
Dame du secteur
Centre-Sud,
livre à M. Jean
Nadeau des repas
préparés par
l'Association
des popotes
roulantes du
Montréal
métropolitain
(APRMM). La
cuisine centrale
de l'Association
dans le quartier
Petite Bourgogne,
fournit plus de
18 000 repas
annuellement.

PHOTO
BENOIT AQUIN



Le RISQ est mandataire du PATDEC pour les projets au Québec.
Pour plus d'informations, communiquez avec Danielle Laurin
au RISQ : 514 866-2355 POSTE 209



La ferme Vachalé, à Sainte-Anne-des-Plaines, accueillera le public le 7 septembre 2003, lors de la journée portes ouvertes de l'UPA.

Agrotourisme

LA VISITE À LA VRAIE FERME

Entre vignobles certifiés bio et mégaporcherries, les touristes mêlés au débat agricole

PAR DENISE PROULX
PHOTOS BENOIT AQUIN

L'ATMOSPHÈRE EST À LA FÊTE. LES ENFANTS CRIENT et chantent. Après des rappels à l'ordre, le groupe des canards est formé, puis celui des moutons, puis des chèvres. Isabelle donne les consignes avant d'aller à l'étable peinte de couleurs vives : «On ne met pas la tête dans les parcs. Les animaux sont gentils, mais on ne prend pas de chance.» Elle présente la vache Denise. Le petit veau Réjean aime tellement boire du lait au biberon, raconte Isabelle, qu'il gonfle comme un ballon et qu'il faut parfois l'intuber pour lui enlever l'air de l'estomac. Les enfants écoutent distraitemment. Des fillettes portent davantage attention aux chats qui les suivent. D'autres lorgnent déjà la section des lapins, juste à côté.

«Comment s'appelle la maison des lapins?» «Un clapier», répondent quelques uns. Pas mal, pour des p'tits gars de la ville! «Nous venons ici tous les ans», explique un accompagnateur. «On privilégie des activités éducatives. La Ronde, on n'y va pas car c'est plus dur à encadrer», ajoute-t-il. Cette sortie coûte 18 \$ aux parents. Une campagne de financement permet aux plus pauvres d'y participer à prix réduit.

Fermes éducatives

La ferme Jean Duchêne, à Saint-Pie-de-Bagotville, est spécialisée depuis huit ans dans les sorties scolaires. En plus d'une vache et d'un veau, elle compte des lapins, des chèvres, diverses volailles, un couple d'émeus, des cochons, deux ânes et un élevage d'une centaine de moutons. L'entreprise membre de l'Association des agrotours du Québec reçoit aujourd'hui une école primaire du quartier Tétrautville, dans l'Est de Montréal.

Nathalie y travaille comme animatrice et prend à cœur de fournir une information de qualité. «Je me renseigne sur Internet et j'ai appris beaucoup en observant le comportement des chèvres. Toutefois, je ne peux pas tout dire ce que je sais. Le ministère de l'Éducation nous suggère de ne pas mentionner qu'à l'âge adulte, les mâles sont envoyés à l'abattoir, pendant que les femelles sont gardées pour la reproduction. On nous dit que c'est pour éviter que les petits garçons aient des pensées suicidaires.» ►

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

AGROTOURISME

Au ministère de l'Éducation, personne ne sait d'où provient cette directive et on ne fournit un encadrement pour ce genre de visite qui ne fait partie d'aucun programme pédagogique. À la Commission scolaire de Montréal, on ignore même combien d'écoles organisent de telles visites.

«Montrer des espèces exotiques, c'est trop cliché», trouve Laurent Pellerin, président de l'Union des producteurs agricoles (UPA). «L'agriculture authentique, la vraie, ce n'est pas une vache, une couple de lapins et des petites chèvres, mais c'est un vrai troupeau. Elle est réalisée par ceux qui

teront le vrai visage de l'agriculture au Québec, croit l'UPA. Il y en aura de tous les genres, fermes laitières, fromageries, producteurs maraîchers, mais peu de producteurs de porcs, à cause des normes sanitaires sévères. Dans les Laurentides, les six familles Charbonneau-Maheu de Sainte-Anne-des-Plaines recevront les visiteurs sur leur ferme laitière de 360 hectares et de 80 vaches Holstein. «Il est temps de montrer que, sur nos grandes fermes, nous avons des préoccupations réelles pour l'environnement, dit Richard Maheu. On ne peut pas tout changer en même temps, mais il se fait de grands efforts et de grands progrès. Les gens doivent comprendre ça et nous appuyer.»

«Nous voulons montrer des gens qui cultivent la terre, qui élèvent des animaux, qui ont la passion de l'agriculture», dit Eliane Hamel, attachée de presse à l'UPA. «Les autres, les gîtes du passant, les tables champêtres, elles ont des vocations touristiques.»

Ces activités sont loin des agriculteurs professionnels (vendant pour au moins 5000 \$ de produits par année) et de l'industrie agroalimentaire en compétition sur les marchés internationaux, juge Laurent Pellerin. «Il m'apparait difficile de vivre des produits du terroir sans s'industrialiser», croit M. Pellerin. «On voit bien quelques missionnaires qui peuvent gagner leur vie à temps plein, mais ils sont l'exception. Ils ne pourraient réussir sans la création de réseaux», que l'UPA a d'ailleurs contribué à mettre sur pied.

L'UPA, seul syndicat agricole reconnu par l'État, est prête à faire une place aux produits du terroir et au tourisme rural, mais pas au détriment de la grande production génératrice de nuisances (odeurs, bruit, contaminations) dont se plaignent les producteurs bio, les vilégiateurs et les entreprises touristiques.

L'autre agriculture

Roméo Bouchard fulmine contre ce parti pris de l'UPA pour la agrobusiness : «Depuis le Sommet agroalimentaire de 1998, l'UPA a choisi la ligne de la mondialisation», accuse le président de l'Union paysanne. «Elle nous fait accroire qu'on ne peut pas nourrir le Québec avec de très petites fermes. C'est ridicule. Il y a 50 ans, on ne manquait pas de

nourriture. Il y avait deux millions de porcs au Québec, sauf qu'ils étaient dans 140 000 fermes. Ce n'est pas vrai qu'il faut des mégafarmes usines pour nourrir le Québec.»

Les très petits agriculteurs démontrent une grande créativité pour mettre en valeur leurs produits. Ils se plaignent de l'indifférence de l'UPA et du ministère de l'Agriculture. Pourtant, chaque région possède ses routes des saveurs, et les foires agricoles et les festivals se multiplient. «Obtenir des accréditations, c'est toujours des frais», se plaint Sandra Moreau, propriétaire du Vignoble De la Sablière, à Saint-Armand, sur la Route des vins de la vallée de Dunham. «Est-ce que l'État veut vraiment que les petites entreprises se taillent une place sur les marchés?», demande M^{me} Moreau. «Je vends à la ferme, j'organise des visites guidées, des dégustations. Je n'ai pas de visées productivistes ni internationales. Je veux transmettre quelque chose de patrimonial à mes enfants, diversifier les types de cultures dans ma région productrice de maïs.» □

GAUCHE : Au Gibier du roi, une ferme qui vit d'un élevage de cerfs rouges et d'une table champêtre. **DROITE :** Visite scolaire à la ferme Jean Duchêne.

Le printemps ramène les petits citadins à la campagne voir les animaux. «C'est trop cliché», trouve Laurent Pellerin, président de l'UPA.

«Est-ce que c'est une vraie ferme ici?», demande une animatrice. «Oui, parce qu'il y a plein, plein d'animaux», répond un enfant. L'heure du repas approche et c'est la période libre de vingt minutes. Enfin, c'est la ballade en tracteur à la bergerie, «ouache! ça pue», s'étonnent les enfants. Plusieurs cherchent la sortie. La discipline devient difficile, les accompagnatrices s'impatientent, les enfants s'agitent et demandent à quelle heure le retour.

en font leur occupation principale.»

Pour donner aux citadins la chance de côtoyer la vraie agriculture, l'UPA organise une activité «Portes ouvertes», le dimanche 7 septembre prochain, dans 215 fermes au Québec. La Maison de l'UPA, à Longueuil, tiendra pour l'occasion un marché public, offrira des produits en dégustation et organisera une navette vers des fermes avoisinantes.

Les fédérations régionales ont sélectionné de belles exploitations qui présen-



DE NATURE
passi-année

Venez partager
notre passion!

Portes ouvertes
sur les fermes
du Québec

Dimanche,
le 7 septembre
prochain

UPA L'Union des
producteurs
agricoles
www.upa.qc.ca



Terroirs et productivisme

CONFLIT D'USAGES

PAR DENISE PROULX
PHOTOS BENOIT AQUIN

«DEVANT LE BUREAU D'AUDIENCES publiques sur l'environnement (BAPE), nous avons démontré que cette mégaporcherie mettrait en péril 200 emplois directs, alors qu'elle n'en créerait pas plus que cinq», se plaint Carole Desrochers, propriétaire du vignoble des Négondos, à Saint-Benoît-de-Mirabel. Sur le rang Saint-Vincent, avec des voisins et d'autres producteurs qui accueillent le tourisme, elle a créé la Bande à porc pour contrer un projet de mégaporcherie, bloqué par le moratoire imposé par le Parti Québécois.

«L'UPA calcule mal les véritables retombées économiques des produits du

terroir» ajoute M^{me} Desrochers. «J'ai l'impression que les commissaires l'ont bien compris. On verra la volonté du gouvernement dans ce dossier. On est inquiet».

Le vignoble des Négondos est, à ce jour, le seul certifié biologique au Québec. Sa propriétaire vend sa production à la ferme (10 000 bouteilles, entre 10 et 18 \$). Elle est membre de l'Union des producteurs agricoles (UPA), mais est aussi une fondatrice de l'Union biologique paysanne, une section affiliée au syndicat agricole concurrent (non reconnu) l'Union paysanne.

Le promoteur de la méga-porcherie clame son bon droit. Michel Raymond projette d'installer son élevage de 1000 truies en plein bois, à 1 km du

vignoble des Négondos et de la table champêtre Au Gibier du Roi. M. Raymond ne croit pas que les odeurs de lisier dérangeront les touristes plus d'une semaine par année. «Je suis contraire aux vents dominants. Je réponds à toutes les normes du ministère de l'Environnement et de la municipalité. Je trouve un peu bizarre qu'on s'en prenne à mon projet, mais pas aux cabanes à sucre qui ont augmenté leurs places sans changer de fosse septique», s'indigne-t-il. M. Raymond est déjà propriétaire d'une porcherie de 3000 places dans le village voisin et affirme ne susciter aucune opposition de la part des autres agriculteurs.

«Faux!», réplique France Couture, de la table champêtre Au Gibier du Roi. Les



L'harmonisation reste à faire entre l'agriculture industrielle et une partie du monde rural tourné vers de nouveaux besoins.

producteurs laitiers du voisinage n'en veulent pas non plus, soutient-elle. «Des voisins m'ont suggéré d'inclure une clause dans le contrat de location de mes terres qui interdirait l'épandage de lisier de porc», raconte-t-elle.

M^{me} Couture, une diététiste de Québec, a ouvert une table champêtre il y a sept ans sur sa ferme, avec son conjoint, Guy Arseneault. Elle met au menu du cerf rouge de son élevage et des produits locaux (fromages de l'Abbaye cistercienne d'Oka, vins des Négondos, produits d'Intermieu, sirop d'érable, fruits et légumes du voisinage). Elle et d'autres producteurs ont créé une route des saveurs, *Au rang-dez-vous champêtre*, pour une clientèle de randonneurs et de

touristes. Ils accueillent aussi des visiteurs descendus au débarcadère du train de banlieue de Deux-Montagnes, amenés en autobus grâce à un circuit agro-touristique créé avec l'Agence métropolitaine de transport.

Le parti pris de l'UPA pour les grosses exploitations l'insulte. «Combien de fermes laitières sont en faillite ou sur le point de l'être», questionne Mme Couture? «Quand j'ai acheté ici, personne ne m'a forcée à être agricultrice. J'aurais pu laisser mes champs en friche, mais j'ai décidé de participer à la vie agricole dans la région. La diversité des productions, c'est ça la nouvelle agriculture», dit-elle.

Carole Desrochers pense que la position l'UPA soulève de plus en plus de

GAUCHE : À la ferme Jean Duchêne, la seule partie de la visite qui montre une vraie ferme ne dure que 15 minutes : les enfants trouvent que ça pue.

DROITE : Le gîte à la ferme *La butte magique* s'est retiré des Agricotours pour «ne pas participer à cette mise en scène touristique». Michael y habite depuis un mois avec sa mère.

doutes chez les producteurs agricoles eux-mêmes. «Ça a été prouvé à travers le monde que les produits du terroir, c'est très viable. C'est la cohabitation entre les types d'agriculture qui rend la campagne vivante», dit-elle.

Michel Pedneault, de l'Île-aux-►



Coudres, avait promis à son père mourant de sauver les variétés anciennes du verger familial planté en 1918. Au milieu des années 1990, le prix des pommes a dégringolé. Le Verger Pedneault encourrait un déficit de 10 000 \$ par année.

Le verglas de janvier 1998 sur le Sud du Québec a sauvé son exploitation. Dans l'impossibilité d'embouteiller son jus de pommes, Michel Pedneault décide de le transformer en vinaigre. Sa femme Julie et sa sœur Marie-Claire ont ressorti les vieilles re-

Carole Desrochers du vignoble des Négondos, à Mirabel, lutte contre un projet de mégaporporcherie dans son rang, qui menace 200 emplois directs, selon elle.

cettes familiales et tenté une première cuvée de cidre. Les meilleurs barils devaient servir à fabriquer le vinaigre, mais les effluves enivrants de ce premier cru les ont convaincus plutôt de produire trois cidres secs : «Le Rêve de mon père», le «Vieux verger» et «Matin d'automne».

«On n'a jamais imaginé que ça prendrait autant d'ampleur», s'étonne Julie

Fontaine, qui a délaissé l'enseignement pour se consacrer à l'entreprise. «Avant, nous vivions des automnes difficiles, raporte-t-elle. Maintenant, on donne de l'ouvrage à cinq personnes.» Les touristes trouvent au Verger Pedneault quatorze produits alcoolisés, des confitures, des vinaigres et un écomusée de la pomme.

«J'ai roulé avec de la grosse machinerie,

**Dégustation et vente
de vins biologiques
certifiés par Québec Vrai**

**Blancs, rosé, rouges
et type Porto**

Rabais à la caisse

En saison, ouverture tous les après-midi

7100, rang Saint-Vincent, Saint-Benoît de Mirabel
(450) 258-2099 • (450) 437-9621
Courriel: negondos@videotron.ca



Belley



Moreau

vin du terroir

SAINT-ARMAND	vin blanc
SAINT-ARMAND	vin rouge
SABLIÈRE	vin vert
FOLICHON	vin rosé
BERNACHE	vin apéritif

VIGNOBLE DE LA SABLIÈRE
lasablier@acbm.net

450 248 2634

de gros investissements, toujours à refaire», raconte de son côté André Lauzon, de Saint-Joseph-du-Lac, fournisseur de pommes et de choux de Provigo et Loblaw's pendant 20 ans. «Je n'étais jamais assez gros, à la fine pointe technologique, même si mon produit restait toujours le même et au même prix.» En 1999, il a pratiqué un virage à 180 degrés et a créé le Centre d'interprétation de la courge, en même temps qu'il s'essayait à la culture de quelques variétés de courges. Trois ans plus tard, le Centre d'interprétation et la vente de 70 variétés de courges représentent les premiers revenus de la ferme, passant de 7000\$ à 100 000\$. «Je crée 15 emplois entre la mi-août et la fin octobre. Je prolonge l'économie locale en rallongeant la période agrotouristique dans le village. C'est ce qui m'a permis de ne plus avoir à subir les exigences de Loblaw's», dit-il.

«Les gens doivent rester propriétaires de leur milieu, avoir une influence sur son développement, affirme Jacques Proulx. Malheureusement, les leaders politiques et financiers ne considèrent que les aspects économiques et négligent les autres éléments sociaux et culturels.»

Pourtant, le monde rural ne vit plus uniquement que d'agriculture. Les villégiateurs, les touristes à la recherche de produits du terroir, les *baby boomers* en quête de paysages bucoliques à l'européenne entrent inévitablement en conflit avec les gros éleveurs et les forestiers. «Il y a une harmonisation à faire», admet Jacques Proulx, président de Solidarité rurale, une coalition nationale vouée à la sauvegarde des campagnes. Jacques Proulx ajoute que les consommateurs peuvent aider le monde rural. «S'ils étaient moins paresseux dans leurs achats, s'ils acceptaient de payer le véritable prix de la production, s'ils exigeaient des produits de qualité, ce serait leur contribution au maintien des campagnes», dit-il.

«Quand le citoyen achète un morceau de *Pied de vent* des Îles-de-la-Madeleine, il n'achète pas juste du fromage, mais un petit bout des Îles, un coup de main à ses amis, le prestige de faire partie d'une *gang* de fin gourmet», souligne Marie-Anne Rainville.



PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

Ouvrir des marchés

Toutefois, devant l'omnipuissance des supermarchés et de leurs grands réseaux de distribution qui vendent à prix d'or une bonne place sur les tablettes, les produits du terroir sont relégués aux marchés publics, aux boutiques de saveurs, aux magasins de produits biologiques.

Incapables financièrement de répondre aux standards commerciaux qui leur ouvrent la porte de ces points de vente, d'autres producteurs développent de nouveaux réseaux. Équiterre remporte un grand succès à faire se rencontrer des producteurs biologiques qui vendent directement à des consommateurs membres. «La mise en marché par des paniers biologiques, l'achat directement à la ferme, c'est excellent, mais ce n'est pas accessible à la mère monoparentale, sans auto, qui vit au seuil de la pauvreté», nuance Marie-Anne Rainville. «La solution, c'est la création de petits marchés publics dans chaque ville, propriétés des municipalités ou de coopératives, pour offrir des produits douze mois par année à celui qui veut manger des produits locaux, plus sains, tout en payant un peu plus.»

Appellations d'origine

Pour convaincre les consommateurs, il devient essentiel de suivre des normes éle-

Richard Maheu et Jean-Louis Charbonneau recevront les visiteurs sur leur ferme, le 7 septembre.

«Il est temps de montrer que, sur nos grandes fermes, nous avons des préoccupations réelles pour l'environnement. Les gens doivent nous appuyer, plaide M. Maheu.»

vées, déjà définies à l'international, selon Jacques Proulx : «Les produits du terroir, ce sont des produits de la culture identitaire d'un territoire. Il y a des méthodes précises pour les définir. Ce sont des produits fabriqués à partir d'un savoir-faire artisanal, de la production locale. C'est un produit authentique qui ne peut pas être copié.»

La France possède les meilleurs standards en matière d'appellation d'origine, tandis que les Américains ne reconnaissent que les marques de commerce. En 1996, le Québec a adopté une loi sur les appellations réservées, unique en Amérique du Nord. Faute de personnel et de normes claires, cette loi ne s'applique qu'aux produits biologiques.

L'UPA et Solidarité rurale travaillent à bonifier la Loi sur les appellations réservées, afin qu'elle soit un levier pour la mise en marché des produits artisans et paysans et qu'elle leur permette d'être compétitifs sur les marchés mondiaux. Le 11 juin 2003, Solidarité rurale participait à Genève à la ►

AGROTOURISME

fondation d'une organisation mondiale de producteurs (ORIGIN) pour faire pression sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin que les appellations géographiques soient protégées dans les accords internationaux. Par contre, les 17 pays du Groupe de Cairns, dont le Canada et les États-Unis, s'opposent aux appellations d'origine, qu'ils considèrent comme un frein au commerce. L'OMC veut trancher le débat avant la réunion ministérielle de Cancún en septembre 2003. Au Québec, un comité du ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation vient de déposer (fin juin 2003) des recommandations à la ministre Françoise Gauthier.

Mise en scène

Diane Gonthier, de la Ferme de la butte magique, a cessé d'offrir, après 15 ans, le gîte à la ferme et s'est retirée de la Fédération des Agrotours, quoiqu'elle ait reçu le Grand Prix du tourisme des Laurentides en 2000. «Nous ne voulons pas participer à cette mise en scène pour créer un produit touristique authentique», explique-t-elle. Sa ferme est un élevage de moutons, située à Saint-Faustin, à dix kilomètres de Mont Tremblant et de la piste cyclable du parc linéaire du P'tit train du nord.

M^{me} Gonthier a bâti sa ferme à même la forêt, choisi les arbres pour la construction de la bergerie, de l'atelier de cardage de la laine et de la maison. Elle a sélectionné les moutons en fonction de leur résistance au climat. Un lama agit comme gardien du troupeau. La traite des brebis se fait à la main, de même que le fromage, le beurre et le yogourt. La ferme organise des ateliers d'art, des visites éducatives, vend du compost et des feutres de laine teints dans une ancienne chaudière à sirop d'érable. M^{me} Gonthier ne veut pas modifier son mode de vie pour répondre à des normes sanitaires standardisées. «Notre savoir-faire, on le retransmet avec passion et c'est ce que les clients veulent», explique-t-elle.

Roméo Bouchard, de Saint-Bernard-de-Kamouraska, cherche à démontrer, depuis dix ans, que l'agriculture de performance aliène les citoyens qui veulent vivre à la campagne. Président-fondateur de l'Union paysanne, il travaille depuis 1993 à freiner le déclin de son village de 325 habitants.

Un Symposium de peinture place dorénavant Kamouraska dans les circuits touristiques du Bas Saint-Laurent. «L'idée était que si on avait un si beau village face au

fleuve, il devrait y avoir moyen d'attirer des peintres! Cette année, du 13 au 20 juillet, nous recevrons 120 peintres, et les commerçants du village vont faire leur hiver durant cette semaine-là, grâce aux 10 000 visiteurs», explique-t-il.

L'association touristique et le Centre local de développement (CLD) ont planché, avec les artisans locaux, à une politique de développement des produits du terroir. «L'agrotourisme doit faire partie d'un objectif plus large d'occupation du

territoire où la foresterie, l'agriculture, les transports se complètent», pense M. Bouchard. L'ethnologue Paul-Louis Martin, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, rappelle que la beauté de la campagne est la prémisse de la bonté des produits. «Une campagne qui n'a pas su préserver la qualité de ses espaces, son tissu rural original, qui possède des paysages agricoles déstructurés, un patrimoine bâti en décadence, une architecture banalisée et uniforme n'est pas invitante.» □

LIC.# 00-0E0

ORDONNANCE

CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC

320, rue Saint-Joseph Est
Bureau 100
Québec (Québec) G1K 9E7
(418) 649-8888

9405, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1L 6P3
(514) 356-8888

Nom *Aggires et usagers des services sociaux et de la santé*

Adresse *Québec*

Date *2 00 3*

R

*Gratuite des services
pour toutes et tous, en tout temps,
dans toutes les régions.*

☒ Renouvelable
☒ Pas de substitution

Signature _____

CSQ
 M.D.

0000HR-0F00 0F

REPETATUR	1	2	3	4	5	PRN	NR
-----------	---	---	---	---	---	-----	----

0203-282



PHOTO JOHN G. MABANGLO AFP

SEATTLE, 1999
Les métallos Dan Albritton et Al Skinner marchent avec l'AFL-CIO contre l'OMC.

nouveau syndicalisme luttant pour une plus grande justice sociale. Impensables jusqu'à récemment, des liens se nouent entre syndicats locaux, groupes communautaires, féministes et écologistes.

À l'AFL-CIO, la grande centrale nationale, les auteurs décrivent un changement de génération et de vision favorisé par l'élection à la présidence de John Sweeney, avec son programme «New Voice», en 1995. Le terreau de ce nouveau syndicalisme se trouve où on ne l'attendait pas : chez les petits salariés, les immi-

Le syndicalisme aux États-Unis LE DÉBUT D'UN TEMPS NOUVEAU?

Après des décennies de féroces pratiques anti-syndicales et de scléroses structurelles, un nouveau syndicalisme d'action et de contestation sociale se développe aux États-Unis.

PAR ANNE-MARIE BRUNELLE

Dans *Des syndicats domestiques, répression patronale et résistance syndicale*, Rick Fantasia et Kim Voss, deux sociologues américains, présentent un portrait bien documenté du monde du travail et du mouvement syndical aux États-Unis. «Pour des dizaines de millions de travailleurs américains qui n'ont pas de qualifications professionnelles, une carte syndicale est le principal passeport pour une véritable existence sociale», écrivent-ils. Pourtant, moins de 14 % des travailleurs sont syndiqués aux États-Unis.

Cette situation s'explique par l'histoire du mouvement et sa structure décentralisée. À la fin de la Seconde guerre mon-

diale, deux menaces pèsent sur le capitalisme américain. «La Russie à l'extérieur, le syndicalisme chez nous», aurait dit Charles E. Wilson, le président de la General Electric, au moment de joindre le cabinet du président Harry Truman. Il sera lourdement combattu, ce syndicalisme, sous prétexte de lutter contre les communistes.

Une loi dévastatrice, le Taft-Hartley Act, votée en 1947, affaiblit la garantie des droits syndicaux, permet aux États de voter des lois du travail qui les «délivrent» du syndicalisme et, surtout, les syndicats doivent obtenir la reconnaissance de la bureaucratie officielle de l'État pour exister légalement. Le Taft-Hartley Act aura pour effet d'éloigner les syndicats «du contexte immédiat (et

de l'urgence) des revendications sociales», expliquent les deux auteurs. Une fracture qui coûtera cher aux syndicats, davantage gestionnaires que revendicateurs, dont le membership baisse de façon constante.

Encore Seattle

L'histoire dira si les manifestations contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Seattle, en 1999, auront tous les impacts qu'on leur prête aujourd'hui. Fantasia et Voss voient dans l'union des ouvriers syndiqués et des écologistes de la classe moyenne, l'alliance «Teamsters et Turtles» (les marionnettes géantes en forme de tortue promenées dans les rues de Seattle pendant les manifestations contre l'OMC), l'émergence d'un

**Moins de 14 %
des travailleurs
sont syndiqués.**

grés, les employés d'entretien et de service dans le privé. Les deux sociologues consacrent un long chapitre à l'histoire des victoires syndicales comme la campagne «Justice for Janitors» (les employés d'entretien) à Los Angeles et à Las Vegas. Des expériences qui leur permettent de conclure : «le syndicalisme parviendra-t-il à renverser les énormes obstacles qui l'empêchent d'exercer un réel pouvoir sur la société américaine. Ce n'est pas sûr. Ce qui importe, c'est que, pour la première fois depuis bien longtemps, on peut penser qu'une telle chose est possible.» □

Rick Fantasia et Kim Voss
Des syndicats domestiques. Répression patronale et résistance syndicale aux États-Unis, Éditions Raisons d'agir, 2003

LES ÉVASIONS BARBARES

Un humanisme fourvoyé.

PAR ISABELLE GUSSE

Le mourant est aussi mauvais père que mauvais mari; un prof d'université et un intellectuel sans envergure ni talent, peu apprécié de ses étudiants; un socialiste d'opérette, bien nanti et dénué de la moindre once d'empathie; un bourgeois qui pense avec sa queue, de la catégorie qui donne à la langue française les refrains qui riment avec «cochon» (dixit Jacques Brel).

Son fils est un redoutable financier, l'argent lui pisse entre les mains. Pour lui, tout s'achète, complètement tout: la direction d'un hôpital, une aile d'hôpital (pour un seul patient, son père), le syndicat, une *junky*, de l'héroïne pour la *junky*, les étudiants, une infirmière... *Alter ego* de Mario Dumont et de Jean Charest, ce fils prodigue nous présente ce qui nous attend avec la privatisation du système de santé: un système à deux vitesses, atrophié pour les pauvres, avec ses entassements, son désordre, l'anarchie, les syndicats mafieux, etc.; privé et commercial pour les riches, où l'argent remplace le droit, où l'individualisme triomphe dans un univers de masseuses slaves, d'amis de toujours et de drogues dures. Aux USA, c'est bien

mieux: 41 millions de citoyens n'ont aucune couverture médicale et 71,5 millions n'en ont qu'une partie de l'année [Les États-Unis malades de leurs prisons in *Le Monde Diplomatique*, juin 2003, p. 23].

S'il y a une vérité dans le film de Denys Arcand, *Les invasions barbares*, c'est que nous sommes tous égaux devant la mort, au moment où elle ferme les yeux de ceux qui partent pour remplir d'eau les yeux de ceux qui restent. Mais il y a des gens plus égaux que d'autres (dixit Coluche): les bourgeois, les riches.

Conflit de générations

Le scénario de Denys Arcand se développe autour de la relation père-fils. L'universitaire de gauche accuse son fils de boudier les livres, mais semble ignorer la façon dont son propre rejeton gagne sa vie. Le fiston accuse son géniteur d'avoir été un «père absent» (dixit... qui déjà? Ah!, oui, Guy Corneau) et de s'intéresser plus à ses maîtresses qu'à ses enfants.

Autour d'eux, le monde dérive: le système de santé des Québécois, les syndicats, les rapports hommes-femmes, la religion et la foi, le sexe, l'euthanasie et la drogue, pêle-mêle, dans

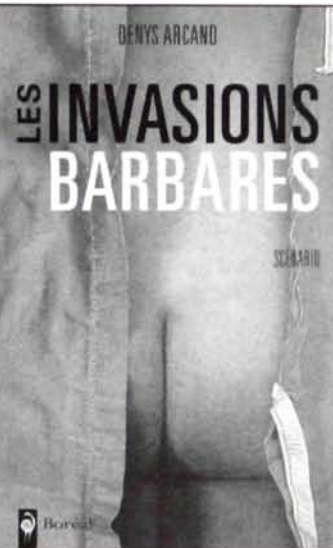
des saynètes parfois drôles mais aux dialogues stéréotypés, dans un hôpital de carton-pâte. Arcand aborde toutes ces questions «brûlantes d'actualité» (dixit les médias) en restant justement dans le schéma classique de l'actualité journalistique, sans nuance, sans profondeur. Et sans réflexion. À la place, les cinéphiles sont plutôt invités à sympathiser avec les protagonistes du drame humain dont les valeurs de classe (bourgeoisie et finance) sont pourtant exécrables.

Mais la grande faucheuse approche. Ça radoucit les humeurs, ça reconstruit les liens brisés et tout se termine par une classique réconciliation, des aveux, du genre: Tu es un fils extraordinaire! Ça renifle dans les salles obscures (dixit Kleenex), la recette est éprouvée. La fin, la mort de Rémi, est une scène à faire brailler une statue de l'Île de Pâques.

Dans les cinémas, pendant la projection de cette comédie de classe sur les gens «riches et célèbres», je suis certaine que de nombreuses personnes ont envié Rémi d'avoir un fils si présent, dévoué et... argenté. Un bon p'tit gars, qui a réussi dans la vie.

Invraisemblable

C'est la grande imposture de Denys Arcand. Il nous la joue personnelle et humaniste, avec ses bourgeois. Il nous fait passer son jeune barbare capitaliste pour un Saint-Vincent-de-Paul!



Que le public de Cannes ait ovationné ce film n'a rien d'étonnant. Cannes est envahie de barbares, surtout pendant le Festival.

Et puis, quand même, le scénario d'Arcand comporte quelques invraisemblances: un cancéreux en phase terminale, avec ses bonnes grosses joues et tous les attributs d'une santé florissante, clamant son amour pour la vie, mais refusant de se battre pour la conserver, vous y croyez? Et une *junky* à la mine si fraîche, à la peau si satinée (à faire pâlir d'envie une «belle d'Ivoire», dixit mon amie Lulu)? Arcand y croit, lui. Vive le divertissement! Bienvenue dans le monde des *Évasions barbares*. □

Denys Arcand
Les invasions barbares
Les Éditions du Boréal, 2003

SOUTENEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE ET SOLIDAIRE!

La presse indépendante est sur les dents!

Elle s'unit pour résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents.

Abonnez-vous à un second, voire un troisième journal indépendant: ils ont tous une dent contre la bêtise, et ils se complètent si bien.

Le Couac est un mensuel satirique qui propose un regard critique sur notre société avec l'humour grinçant qui lui a valu son surnom de «canard qui a des dents»...



☐ Abonnement d'un an:	30,42 \$ + taxes = 35,00 \$
☐ Abonnement de deux ans:	52,15 \$ + taxes = 60,00 \$
☐ Abonnement institutionnel et de soutien:	52,15 \$ + taxes = 60,00 \$
☐ Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution):	225,98 \$ + taxes = 260,00 \$
☐ Abonnement d'un an à l'étranger:	43,46 \$ + taxes = 50,00 \$

Nom _____	Par téléphone: (514) 521-5499
Adresse _____	Par la poste: Le Couac
Code postal _____	CP 129 Succ. de Lorimier
Téléphone _____	Montréal (Québec) H2H 2N6
Courriel _____	Adressez votre chèque à: Le Couac

LE NID DE FAUCONS

PAR RICHARD AMIOT

Que veulent les Américains? Le bonheur, la liberté et plus de richesses, grâce à leur industrie et au libre commerce. «La grande règle, pour nous», résumait le président George Washington en 1797, «est de développer nos rapports commerciaux tout en ayant le moins de relations politiques» avec les autres nations.

Selon les polémologues Gérard Chaliand et Arnaud Blin, l'Amérique missionnaire et salvatrice de George W. Bush et la stratégie des faucons du Pentagone sont issues d'une tradition aussi ancienne que la nation américaine. Dans *America is back Les nouveaux césars du Pentagone*, ils en présentent les principales figures.

Deux courants principaux se disputent la conduite des affaires internationales aux USA. Un courant «réaliste», incarné dans la pensée et l'action du républicain Theodore Roosevelt (1901-1912, prix Nobel de la paix en 1906); et un «idéaliste», représenté par son successeur, le démocrate Woodrow Wilson (1912-1921), créateur de la Société des nations, prix Nobel de la paix (1919). Un troisième courant, isolationniste, minoritaire, est nommé «jacksonien», du nom du président Andrew Jackson (1828-1836). La politique internationale américain tire toute sa force de la fusion, de temps à autre, de ces trois courants, unifiant la nation.

Les États-Unis ont dû sortir de leur splendide isolement lors

de la Seconde Guerre mondiale, après l'attaque de leur territoire national à Pearl Harbour en 1941. Face à la menace communiste, le successeur de Franklin D. Roosevelt, Harry Truman, prôna la continuation d'une politique d'alliances héritée de la Deuxième guerre mondiale et une stratégie de *containment* du communisme qui perdura jusqu'à l'arrivée à la Maison Blanche de Ronald Reagan. Celui-ci opéra une fusion des divers courants et prôna une contre-offensive au nom de la démocratie et de la liberté.

Après la chute du Mur de Berlin, à la tête d'une vaste coalition incluant aussi bien les Russes que les Arabes pendant la Guerre du Golfe (1990-1991), George Bush père annonça un «nouvel ordre mondial», mais ne sut pas en tirer toutes les conséquences. Après lui, le long mandat de Bill Clinton ra-

mena aux États-Unis les habituelles divisions entre idéalistes et réalistes.

Au bout du compte, les USA n'ont toujours poursuivi que leur propre intérêt, recherchant la sécurité, l'accès aux marchés et la supériorité sur leurs adversaires... et leurs partenaires. Derrière les divisions apparentes, une grande unité anime cette nation. Ainsi, le même homme, Andrew Marshall, qui orchestra la stratégie nucléaire américaine dans les années 1940 et 1950, est encore en charge du bureau de la prospective du Pentagone qui dirige la refonte de la politique étrangère américaine. Qui a conduit à la récente guerre en Irak. □

Gérard Chaliand et Arnaud Blin
America is back
Les nouveaux césars du Pentagone, Bayard, 2003



Chaia Heller

Désir, nature et société

L'écologie sociale au quotidien

Dans cet ouvrage philosophique sont repensées, de façon sensible et intelligente, les conceptions liées au désir et à la nature. Profondément convaincue que l'écologie ne doit pas se limiter à des questions de besoins matériels et de survie, Chaia Heller y ajoute la notion de désir d'une meilleure qualité de vie au jour le jour, qui doit passer par une importante refonte des institutions sociales, économiques et politiques.



LES ÉDITIONS
écosociété

www.ecosociete.org

264 pages • 25,00\$ • ISBN 2-923561-70-6

nouveauté
La gestion de l'eau vous laisse perplexe?

Eaux et territoires

Frédéric Lasserre et Luc Descroix

500 pages
49\$

(418) 657-4399
www.puq.quebec.ca

GÉOGRAPHIE
CONTEMPORAINE



Presses de l'Université du Québec

MADAME ET LE SAUVAGE

Sous la plume de Mario Vargas Llosa, deux grands idéalistes : l'activiste féministe et ouvrieriste Flora Tristan et le peintre Paul Gauguin.

PAR ANNE-MARIE BRUNELLE

Flora Tristan et son petit-fils, le peintre Paul Gauguin, ne se rencontrèrent jamais. Gauguin est né en 1848, quatre ans après la mort de sa grand-mère. Mais, alternant les chapitres consacrés à Flora (née en avril 1803) et à Paul (mort en mai 1903), le romancier péruvien Mario Vargas Llosa entrelace leur vie et parcourt tout un siècle de quêtes d'utopies politiques et artistiques. Fasciné, Vargas Llosa a refait tous leurs voyages. Il déclarait au magazine français *Le Point* : « Tous deux sont l'incarnation de formes très différentes de l'utopie qui était tant à la mode au XIX^e siècle. J'ai trouvé dans ces deux caractères le même idéalisme, la même générosité, une créativité de même nature. Et la même souffrance ! »

Madame-la-Colère

Le rôle de Flora Tristan dans le mouvement ouvrier et féministe est méconnu. Elle représente pourtant l'une des plus authentiques figures du socialisme utopique (avec Owen, Charles Fourier, Saint-Simon), annonciatrice de la vague révolutionnaire qui balaie l'Europe en 1848. D'abord par ses écrits : un roman, *Méphis* (1838, repris en 1843 sous le titre de *Maréquita l'Espagnole*) ; une autobiographie, *Pérégrinations d'une paria* (1837) ; et *Promenades dans Londres* (1840), une enquête fouil-

lée et sévère sur la condition ouvrière et la pauvreté dans le pays phare du capitalisme industriel.

La vie de Flora la prédisposait à devenir l'héroïne d'un roman. Née de l'union illégitime d'une petite bourgeoise parisienne et d'un riche aristocrate péruvien, elle est dépouillée de l'héritage paternel (elle se rendra au Pérou pour le faire reconnaître en 1833), vit dans la pauvreté et connaît les misères d'une femme battue (son mari, André-François Chazal, fut condamné à 20 ans de bagne pour avoir tenté de l'assassiner). Mariée jeune, mère de trois enfants, elle fuit ce mari dont la loi ne lui permet pas de divorcer. « L'homme le plus opprimé peut opprimer un être qui est sa femme. Elle est la prolétaire du prolétaire même », écrit-elle. À la différence de ses contemporains, elle lie résolument la libération des femmes, ces éternelles mineures, à l'émancipation de la classe ouvrière.

Le roman débute avec la tournée européenne de Flora, après la publication, en 1843, de son essai appelant à la constitution d'une association ouvrière réformatrice, l'Union ouvrière. Cinq ans avant Marx et Engels, Flora Tristan conçoit l'idée d'un parti international des travailleurs et cherche à la mettre en œuvre. Vargas Llosa la suit dans sa quête, ses rencontres, ses souvenirs, authentiques ou imaginés.

Rien ne prédisposait Paul Gauguin à la peinture. Matelot à

16 ans, puis boursicoteur à Paris, c'est à l'approche de la trentaine que, encouragé par Pissarro, il entreprend sa recherche absolue de la liberté et de la vérité, par son œuvre bien sûr, mais aussi par son mode de vie. Ses choix et son intransigeance lui coûteront cher. Comme son ami, le Hollandais fou Vincent Van Gogh, qui revient souvent dans le roman de Llosa, Gauguin n'a connu ni gloire et ni reconnaissance de son vivant.

Koké-le-Sauvage

Il fuit la froide Europe qui ne le comprend pas. Sa quête le mène en Polynésie, à Tahiti puis aux Marquises. Sa première vahiné l'appelle Koké. Dans sa lutte romantique à la civilisation, il retourne à la nature primitive, obsédé et désespéré par son besoin de reconnaissance et par son refus de toutes les écoles, de tous les cadres. Vargas Llosa révèle un Gauguin provocateur, inquiet et affamé. Le peintre est un type plein de contradictions. Dans le roman, ses positions racistes, publiées dans des journaux français de Tahiti, étaient d'abord motivées par le besoin d'argent. Mais les passages sur la conception des œuvres de Gauguin, particulièrement réussis, les feront



voir au lecteur avec un œil neuf.

La licence romanesque permet à Llosa d'inventer des rencontres — un bref contact entre Tristan et Marx, dans une imprimerie —, de prêter à ses personnages des sentiments dont nous ne saurons jamais rien. Lui, qui connaît l'avenir de ses protagonistes, intervient dans leurs vies, les tutoie, les interroge. Cette liberté ne dérange pas la lecture, mais enrichit le parcours de ces deux résistants d'exception. □

Mario Vargas Llosa
Le Paradis — un peu plus loin
Éditions Gallimard, Paris, 2003

Flora Tristan : 1803-1844

Après *Madame Zola* (Grasset, 1998), la biographe Evelyne Bloch-Dano s'est attaquée au personnage de Flora Tristan, démêlant le vrai du faux, la légende de la vérité historique. Exercice difficile, car la créatrice du personnage de légende est Flora Tristan elle-même. Le ton de la biographie demeure assez romanesque. Comment résister ? On en apprend tout de même beaucoup sur cette jeune fille sans le sous, devenue femme de lettre et prophète de la révolution ouvrière. Grâce à des extraits de sa correspondance et de son œuvre, on la voit

évoluer dans le monde des penseurs utopistes. On la suit dans ses combats contre son mari, sa rivalité avec George Sand, ses voyages en Angleterre et au Pérou. Flora Tristan ne doutait pas de son importance, de son rôle dans l'histoire. Elle est morte d'épuisement pendant sa tournée pour construire en Europe l'Union ouvrière. N'avait-elle pas dit : « J'irai jusqu'à ce que je tombe. » ?

Evelyne Bloch-Dano
Flora Tristan
La femme-messie
Grasset, Paris, 2001

\$ / ml.
Produit authentique
Kamouraska

ARTISANAL
Puis-d'en-Haut

MESURE DE SOUTIEN AUX PRODUITS DU TERROIR

Les objectifs de la mesure

La mesure de soutien aux produits du terroir veut contribuer :

- à la diversification de l'offre **agroalimentaire et agroforestière**;
- à la mise en valeur des savoir-faire traditionnels;
- à la protection d'un aspect du patrimoine québécois.

poids net Agroforestier
Bois-Franc

La mesure de soutien aux produits du terroir appuie **financièrement** les promoteurs ruraux soucieux de la sauvegarde des savoirs et savoir-faire traditionnels, de la mise en valeur du patrimoine rural québécois, de l'occupation du territoire et de la valorisation des terroirs.

Temiscamingue
produit du terroir

RECHERCHÉS
artisans, paysans,
détenteurs d'un savoir-faire
traditionnel

Des alliés

Dans l'élaboration de leur projet, les promoteurs peuvent bénéficier de l'aide des agents de développement rural actifs dans chacun des Centres locaux de développement (CLD) ou de celle de Solidarité rurale du Québec qui a reçu du ministère des Régions un mandat d'accompagnement et de conseil.



Québec

Pour trouver un CLD
www.acldq.qc.ca

Pour joindre Solidarité rurale du Québec
www.solidarite-rurale.qc.ca



Mon REER me donne du swing

Plus d'économies d'impôt, plus de bon temps

Le REER du Fonds de solidarité FTQ vous procure 30 % plus d'économies d'impôt qu'un REER conventionnel. C'est 30 % plus d'argent qui vous revient maintenant. À vous d'en profiter !

1 800 567-FONDS www.fondsftq.com

 **FONDS**
de solidarité FTQ
La force du travail

La valeur de l'action fluctue. Pour des renseignements détaillés sur les actions du Fonds, consultez le prospectus disponible à nos bureaux.